

ISRAËL - PALESTINE

Mettre fin à l'occupation de Gaza par... le Hamas !



ECRAN DE VEILLE

LE MENSUEL POUR RÉSISTER AUX FANATISMES

FACE AUX
"DÉMOCTATURES"

L'Occident a-t-il perdu la bataille du courage ?



DOM : 5,8 € - BELUX : 5,50 €
CAN : 9,5 \$/CA - ITA/PORT CONT. : 5,7 €
MAR : 55 DH - TOM : 750 XPF - TUN : 13,50 TND

PILLI/ISTOCK
N° 38 - OCTOBRE 2023

L 13763 - 21 - F : 4,80 € - RD



Immersion au coeur de la société secrète des Frères musulmans



Le livre référence de l'islamologue Lorenzo Vidino paru en anglais chez Columbia University Press Disponible en français aux éditions Global Watch Analysis

Scannez le QR code pour commander le livre



De l'urgence de mettre fin à l'occupation de Gaza par... le Hamas !

Stupéfié et effroi devant l'extrême barbarie des razzias moyenâgeuses et sanguinaires perpétrées par le Hamas ce 7 octobre, jour du 50ème anniversaire de la "Guerre du Kippour", avec pour objectif macabre de raviver le souvenir traumatique de cette guerre de 1973, qui a failli ébranler l'existence même de l'État d'Israël, alors âgé d'à peine 25 ans.

Aucune cause, ni aucune motivation politique ne sauraient justifier ou excuser l'horreur de ces attaques qui ont vu les hordes fanatisées du Mouvement islamiste massacrer, sans retenue ni distinction, les populations civiles d'une vingtaine de villages israéliens proches de Gaza. Des centaines de jeunes attaqués à la mitrailleuse lors d'une rave-party organisée dans le cadre du festival Tribe of Nova, en plein désert du Néguev ; des familles entières décimées à Sdérot, Ashkelon et Ofakim ; parfois brûlées vives, comme à Nir Oz. Et plus sidérant encore, des enfants massacrés, égorgés, décapités, éventrés, comme dans le kibboutz martyrisé de Kfar Aza.

Plus qu'un "Pearl Harbor" ou un "11 septembre" israélien, l'aspect le plus traumatisant de ces odieuses attaques - non seulement pour les Israéliens, mais pour toute âme humaniste - est de voir ressurgir un mot qu'on croyait, espérait, banni à jamais : pogrom ! Car, comment nommer autrement ces crimes orchestrés de façon planifiée et systématique, avec pour dessein d'éliminer froidement, délibérément, 48 heures durant, des populations civiles dont le seul "tort" - aux yeux de leur bourreaux - est d'être juives ?

Cependant, malgré l'insupportable horreur que ces exactions nous infligent, peut-on s'en étonner de la part d'un mouvement fanatisé, aux références fascistes assumées (voir Ecran de Veille, n°27 / novembre 2022), comme le Hamas ?

Dans une interview télévisée qu'il m'a accordée en 2014, alors que j'officialisais sur l'antenne arabophone de France 24, le leader du FDLP (Front Démocratique pour la Libération de la Palestine), Nayef Hawatmeh, dressait - à l'époque, déjà - un état des lieux glaçant de ce qu'il appela « l'occupation de Gaza par le Hamas » : un « terrifiant dictat politique et religieux, qui étouffe les populations gazaouïes et écrase toute organisation politique, syndicale, sociale ou caritative non inféodée au Hamas » ; une monstrueuse corruption systémique née de « la mainmise totale des membres du Mouvement islamiste sur l'administration, la police, l'enseignement, le commerce » ; et une économie mafieuse basée sur « le "business des tunnels" [contrebande] plutôt que sur la production et le développement », qui « paupérise les habitants de Gaza tout autant qu'elle enrichit les dignitaires du Hamas ».

Raisons pour lesquelles, Nayef Hawatmeh, faucon parmi les faucons historiques du conflit israélo-palestinien, qui forma - avec Yasser Arafat et Georges Habache - le trio fondateur de l'OLP, donc difficilement soupçonnable de complaisance envers Israël, en a conclu

que, pour les populations palestiniennes de Gaza, « l'occupation du Hamas est pire que l'occupation israélienne » qui l'a précédée !

En effet, depuis la sécession du Hamas, qui a instauré un pouvoir de fait à Gaza, suite à un coup de force, en 2007 (auparavant, la bande de Gaza était répartie en 5 districts faisant partie des 16 gouvernorats qui formaient les Territoires administrés par l'Autorité palestinienne depuis les Accord d'Oslo de 1994), cette minuscule bande de 360 km², où s'entassent plus de 2 millions d'âmes, est devenue non seulement l'endroit le plus surpeuplé du globe (5935 habitants/km², en 2022), mais aussi - et surtout - une « prison à ciel ouvert », selon l'expression de l'ancien Président Nicolas Sarkozy, qui n'est pourtant pas un fervent partisan de la Palestine et encore moins du Hamas.

Depuis 16 ans, le monde savait et fermait les yeux sur le terrifiant dictat théocratique infligé par le Hamas aux populations palestiniennes de Gaza : port du voile obligatoire, même pour les Gazaouïes de confession chrétienne, razzias punitives contre les "non jeûneurs" pendant le Ramadan, endoctrinement islamiste forcé des enfants, répression et exécutions extrajudiciaires d'opposants appartenant aux factions palestiniennes concurrentes du Hamas, sous de fallacieux prétextes d'intelligence avec l'ennemi...

Les quatre guerres israéliennes de 2009, 2012, 2014 et 2021 n'ont en rien affaibli l'emprise du Hamas à Gaza. La détresse extrême et les conditions de vie inhumaines des populations civiles n'ont fait qu'empirer. Alors que, paradoxalement - mais, est-ce bien étonnant ? - le Hamas s'est considérablement enrichi. Il est même devenu le 2^{ème} mouvement terroriste le plus riche au monde, derrière Daech, selon un classement de la revue Forbes !

À terme, il était donc inévitable qu'un mouvement fanatisé, qui a infligé les pires sévices à son propre peuple, déchaîne sa haine sur Israël, dès qu'il s'est senti suffisamment fort pour le faire.

À présent, pour rompre le cycle infernal de la violence et de la haine dont se nourrit le Hamas, Israël a besoin de la clairvoyance d'une Golda Meir qui, en plein traumatisme de la guerre du Kippour, a eu l'audace d'affirmer, tout en faisant la guerre, que le moment viendra forcément où il faudra parler de paix.

Or, pour les amis d'Israël, comme pour les partisans de la juste cause palestinienne, un préalable s'impose aujourd'hui à l'éclosion d'une nouvelle espérance de paix : mettre fin à l'occupation de Gaza par... le Hamas ! ●



Par ATMANE TAZAGHART

Scannez le QR code pour lire notre dossier : Israël-Palestine, comment briser le cycle de la haine ? sur global-watch-analysis.com



P.3

Editorial

de l'urgence de mettre fin à l'occupation de Gaza par... le Hamas !

Par *Atmane Tazaghart*

P.6

Confidentiel

TERRORISME Vers un califat djihadiste au Sahel ?

GUERRE EN UKRAÏNE La France et le Vatican préparent un plan de paix

NIGER-FRANCE Redéploiement d'unités militaires françaises vers le Tchad ?

MORT DE PRIGOJINE Le renseignement militaire russe impliqué ?

CORÉE DU NORD Comment Pyongyang finance son programme nucléaire

CORÉE DU SUD-OTAN Coopération accrue contre la Corée du Nord

FRANCE-CHINE Macron ira-t-il à Pékin en novembre ?

ÉTATS-UNIS Sommet mondial pour la consolidation de la démocratie

FRANCE-UKRAÏNE Kiev veut son sommet africain

OTAN-RUSSIE Intrusions de sous-marins russes sur les côtes atlantiques



OLEG ZABELIN / ISTOCK

DOSSIER DÉMOCTATURES : L'OCCIDENT A-T-IL PERDU LA BATAILLE DU COURAGE ?

P.8

Conjonctures

FACE AUX "DÉMOCTATURES"

Les accommodements (dérisonnables de l'Occident)

Par *Emmanuel Razavi*

P.10

L'AZERBAÏDJAN À L'ASSAUT D'EREVAN
Le spectre d'un nouveau génocide arménien

Par *Ian Hamel*

P.12

TURQUIE

Bahar Kimyongür

"Il est illusoire d'espérer évincer la "démocrature" d'Erdogan via des élections démocratiques"

Propos recueillis par *Malika Madi*

P.14

IRAN

Amir Hamidi

"Il ne faut pas sous-estimer l'ampleur de la révolte"

Propos recueillis par *Joseph Martin*

P.17

GOLFE PERSIQUE

Ghislain de Castelbajac

"L'Iran et l'Arabie saoudite sont voués à ne pas s'entendre"

Propos recueillis par *Emmanuel Razavi*

P.20

GÉOPOLITIQUE

Raphaël Chauvancy

"Les démocraties doivent parer aux nouveaux visages de la guerre"

Propos recueillis par *Joseph Martin*

P.24

Investigations

ENTRETIEN

François Kraus

"Les Français jugent indéniable le caractère religieux de l'Abaya"

Propos recueillis par *Gérard Legraud*

P.26

TRIBUNE

Abaya

Quand le séparatisme fait partie de la foi

Par *Hamid Zanaz*

P.28

HOMMAGE

Jacques Julliard

"La gauche française n'a plus besoin qu'on la tue, elle s'en charge elle-même !"

Propos recueillis par *Atmane Tazaghart*



SIMON ISABELLE/SIPA



DONAT SOROKIN/TASS HOST PHOTO AG/SIPA USA/SIPA

P.7

Focus

BURKINA FASO

Les putschistes craignent... un putsch !



SHUTTERSTOCK/SIPA

P.32

Expertises

BELGIQUE

Cachez cette éducation sexuelle que je ne saurais voir !

Par *Nadia Geerts*

P.34

ÉCOLOGIE

Faire face à "l'effondrement climatique"

Par *Fabienne Durand*

P.36

Culture

LIVRES

Cyril Moulin Fournier

"Otage de Boko Haram"

Propos recueillis par *Emmanuel Razavi*

P.38

Post-scriptum

INTERDICTION DE L'ABAYA À L'ÉCOLE

Les fascistes ne sont pas ceux que l'on croit !

Par *Le comité éditorial de Global Watch Analysis*

ECRAN DE VEILLE



PROSPECTION GÉOSTRATÉGIQUE
VEILLE SÉCURITAIRE
CONTRE-TERRORISME
RÉSISTANCE AUX FANATISMES

MENSUEL
PUBLIÉ PAR LE SITE
www.global-watch-analysis.com
5 IMPASSE DES PRÊTRES
75116 - PARIS - FRANCE
TÉL. : +33 9 81 72 30 85
globalwatchanalysis@gmail.com
contact@global-watch-analysis.com
COMMISSION PARITAIRE
N°0427094888
ISSN
2825-1652

SOCIÉTÉ ÉDITRICE
GLOBAL WATCH ANALYSIS SAS
5 IMPASSE DES PRÊTRES
75116 - PARIS - FRANCE
SIRET
N°87823159600015

Fondateur
Directeur de la publication
ATMANE TAZAGHART
Experts et consultants
de la rédaction
ROLAND JACQUARD
NADIA GEERTS
IAN HAMEL
FABIENNE DURAND
EMMANUEL RAZAVI
MALIKA MADI
HAMID ZANAZ

Comité de Rédaction
ASMA RAMDANI
(*Rédactrice en chef*),
NICOLAS CHÊNE
(*Rédacteur en chef vidéo*),
YACINE TAZAGHART
(*JRI*)
KLARA RUELLO
(*Assistante de rédaction*)
BÉRANGÈRE DANIGO
(*Correctrice*)

Infographie
et maquette
MXB
Informatique et web
AMAR MERIECH
Traduction
VTRANSLATE
MEUSEGEMSTRAAT, 22
1861 WOLVERTEM
BELGIQUE

Impression
CHEVILLON IMPRIMEUR
26, BOULEVARD KENNEDY
89100 SENS
Imprimé sur un papier
de fibres 100% recyclées,
de production
100% Française.

Soutenez notre action
de veille antiterroriste et
de résistance aux fanatismes...

Abonnez-
vous
à notre revue
Ecran de Veille

Scannez le QR code
pour remplir le formulaire
d'abonnement en ligne



ÉTATS-UNIS

Sommet mondial pour la consolidation de la démocratie

Le Président américain Joe Biden envisage l'organisation d'un grand sommet international consacré à la consolidation de la démocratie dans le monde. Axé sur la défense des droits de l'Homme et la promotion de la bonne gouvernance, ce sommet s'inscrira dans le cadre d'une nouvelle stratégie de sécurité nationale que prépare la Maison Blanche, qui inclura un plan de lutte contre la corruption des États et des élites à travers le monde.

NIGER – FRANCE

Redéploiement d'unités militaires françaises vers le Tchad ?

La France espère obtenir l'accord des autorités tchadiennes en vue de transférer vers ce pays des unités militaires françaises basées à Ouallam et Ayorou, au Niger.

Le redéploiement de ces unités françaises est en discussion depuis plusieurs semaines. Selon nos sources, la présidence tchadienne n'y est pas opposée, mais elle tarde à donner son accord officiel.

FRANCE – CHINE

Macron ira-t-il à Pékin en novembre ?

Lors de sa visite en Chine, en juillet, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a reçu des propositions de Pékin pour créer des centres de production de voitures électriques en France. Ce projet visait à « faire de la France un centre pilote pour l'industrie électrique chinoise en Europe ». Mais il a été jugé dangereux par une enquête des services français de l'intelligence économique, en raison des risques d'espionnage économique. Les conclusions de cette enquête ont provoqué de nouvelles tensions dans les relations franco-chinoises. Tant et si bien qu'une source au Quai d'Orsay n'exclut pas le report de la visite du Président Macron à Pékin, prévue fin novembre prochain.



OLEG ZABELIN / ISTOCK

TERRORISME

Vers un califat djihadiste au Sahel ?

Le départ des forces militaires françaises du Niger offre aux groupes djihadistes opérant au Sahel un espace de manœuvre plus vaste, pour s'implanter et mener des actions terroristes. Selon un récent rapport sécuritaire européen, cela risque d'aboutir à la « création d'un nouveau grand sanctuaire djihadiste dans cette région, sous la forme d'un émirat ou d'un califat ». Ce qui constituerait une « menace très sérieuse pour la sécurité non seulement au Sahel, mais aussi en Afrique du Nord et en Europe ».

Selon le rapport, certains djihadistes liés à Al-Qaïda préparent déjà un projet de califat africain qui engloberait le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Ce nouveau sanctuaire leur servirait à « s'entraîner, opérer des prises d'otages, commettre des attentats dans la région et même profiter des flux migratoires pour s'infiltrer en Europe, comme Daech l'a fait depuis la Syrie ». En témoignent des documents djihadistes récemment saisis au Mali, qui montrent que des groupes sahéliens liés à Al-Qaïda cherchent à recruter des Maliens vivant en France.

MORT DE PRIGOJINE

Le renseignement militaire russe impliqué ?

Selon une récente note confidentielle échangée entre les Services américains et leurs alliés européens, des agents du renseignement militaire russe (GRU) auraient joué un rôle dans la mort du patron de la milice Wagner, Evgueni Prigojine.

Un proche de Vladimir Poutine est mentionné. Il s'agit du général Andreï Averianov, connu des services secrets

européens pour avoir dirigé l'unité 29 155 du GRU, tête de pont de l'ingérence russe en Europe, pendant près de dix ans. Selon la note, quelques jours avant la mort du patron de Wagner, le général Averianov avait fait surveiller l'ensemble des passagers qui se trouvaient à bord de l'avion lors de son crash. Et des agents du GRU ont contrôlé les carnets de vol de l'avion peu avant le vol fatal.

GUERRE EN UKRAINE

La France et le Vatican préparent un plan de paix

La France et le Vatican se sont accordés à mettre en place un « groupe permanent de contact et de travail » sur la guerre en Ukraine. Le but est d'agir ensemble pour élaborer, dans les prochains mois, un plan de paix négocié. Le Vatican entretient de très bonnes relations avec le représentant russe à Rome. Il constituerait, de ce fait, un canal discret d'échanges, en cas de médiation française entre Kiev et Moscou.

CORÉE DU NORD

Comment Pyongyang finance son programme nucléaire

La Corée du Nord a l'un des PIB par habitant les plus faibles au monde (1 800 dollars). Elle est, de ce fait, la puissance nucléaire la plus pauvre de la planète. Le régime de Kim Jong-Un, visé par les sanctions économiques à répétition du Conseil de sécurité de l'ONU, est aussi l'État le plus sanctionné au monde. Pourtant, rien ne semble freiner les progrès de son programme nucléaire.

Un récent rapport diplomatique occidental s'est penché sur cette épineuse question : Comment la Corée du Nord, étranglée financièrement, peut-elle poursuivre avec autant de succès ses ambitions militaires ?

Selon le rapport, « une organisation gouvernementale secrète, baptisée Bureau 39, serait spécialement chargée d'alimenter les caisses noires du régime. Elle est régulièrement accusée d'avoir une part active dans la traite d'esclaves, le trafic d'armes et de contrefaçons, notamment de cigarettes et de billets de banque, mais aussi de brevets technologiques ». Ces pratiques illicites rapporteraient plus d'un milliard de dollars par an à la dictature nord-coréenne.

CORÉE DU SUD – OTAN

Coopération sécuritaire accrue contre la Corée du Nord

Présent au sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Vilnius, en juillet dernier, le Président sud-coréen, Yoon Suk-yeol, a sollicité un partage accru de renseignements militaires de la part de l'Alliance atlantique, pour contrer l'ennemi commun nord-coréen.

Dans la foulée, la Corée du Sud a signé avec les pays de l'OTAN un protocole de partenariat sécuritaire portant sur onze domaines, dont la lutte antiterroriste, la non-prolifération et la cyberdéfense.

FRANCE – UKRAINE

Kiev veut son sommet africain

Avec l'appui discret de la France, l'Ukraine prépare un sommet sur l'Afrique semblable à celui que Vladimir Poutine organise chaque année. L'Ukraine parie sur la participation de nombreux chefs d'États africains à ce sommet, pour contrer l'influence russe sur le continent. Kiev envisage aussi d'ouvrir de nouvelles ambassades et consulats en Afrique.

OTAN – RUSSIE

Intrusions de sous-marins russes sur les côtes atlantiques

Des sous-marins russes se sont rapprochés, à plusieurs reprises, des côtes américaines, françaises et écossaises au cours des derniers mois. Selon un rapport confidentiel de l'OTAN, ces incursions intervenaient dans le cadre d'exercices militaires de la flotte navale russe visant à sonder les systèmes de défense occidentaux et tester de nouveaux sonars plus silencieux et indétectables installés sur les sous-marins russes.

FOCUS



DONAT SOROKIN/TASS/POST PHOTO AGENCY/SIPA

BURKINA FASO Les putschistes craignent... un putsch !

Le capitaine Ibrahim Traoré, qui a pris le pouvoir au Burkina Faso, suite à un coup d'État militaire, le 30 septembre 2022, redoute d'être à son tour renversé par des putschistes. En difficulté avec ses services de renseignements militaires, qu'il soupçonne d'être impliqués dans une « tentative de déstabilisation orchestrée par les services français », il a opéré de nombreux changements au sein du commandement militaire, tout en expulsant l'attaché militaire de l'ambassade de France à Ouagadougou. Un des aides de camp du capitaine Traoré aurait même été arrêté, pour des soupçons de liens avec des Français établis au Burkina Faso.

Craignant pour sa vie, le président putschiste a fait appel à la Russie pour assurer sa sécurité. Selon nos sources, une mission militaire du GRU, les services militaires russes, a récemment été dépêchée sur place. Par ailleurs, le 31 août dernier, une délégation conduite par Iounous-bek Evkourov, le vice-ministre russe de la Défense, avait déjà été reçue par le capitaine Traoré à Ouagadougou.

Selon les mêmes sources, plusieurs militaires de haut rang s'opposent à la ligne politique du capitaine Traoré, notamment à propos de ses alliances stratégiques avec le Mali, et exigent une politique de coopération militaire et sécuritaire plus équilibrée, y compris avec les USA et l'Europe. Des primes promises aux forces spéciales et non honorées par le gouvernement figurent aussi parmi les motivations de ce mouvement de contestation au sein de l'armée burkinabée.

FACE AUX "DÉMOCTATURES"

Les accommodements (dé)raisonnables de l'Occident

Les tragédies arménienne et iranienne révèlent toute la faiblesse des démocraties occidentales, incapables de s'opposer aux tyrans de Bakou et de Téhéran et au néo Sultan d'Ankara, autrement que par de vaines formules. Pourtant, si ces dernières faisaient preuve de courage et d'un peu de vision stratégique à long terme, elles pourraient peut-être inverser la donne géopolitique et énergétique, en même temps qu'elles assureraient la protection des droits humains dans ces pays.

Par Emmanuel Razavi

Les 27 et 28 septembre derniers, le gouvernement arménien annonçait l'arrivée de plus de 60 000 réfugiés ayant fui le Haut-Karabakh, seulement quelques jours après son agression militaire par l'Azerbaïdjan. 60 000 âmes, c'est-à-dire près de la moitié de population de cette région en sécession de Bakou. Et dans les jours qui ont suivi, le flot n'a pas faibli. Car pour une grande partie de la population, c'était l'exode ou la mort.

L'ambassadrice d'Azerbaïdjan en France, Leyla Abdullayeva, avait beau tenter de faire croire, sur les plateaux de télévision, que les Arméniens « quittaient volontairement leur pays », il suffisait de regarder les vidéos qui circulent sur Internet pour comprendre que le dictateur Ilham Aliyev, qui règne en maître absolu sur l'Azerbaïdjan, menait un véritable nettoyage ethnique sous le regard impassible - voire complaisant - de la communauté internationale.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est réjoui de ce drame, qu'il perçoit tel un avantage géopolitique et stratégique majeur. Car Ankara et Bakou ont beaucoup en commun. D'abord, la Turquie a été le premier État à avoir reconnu l'indépendance de l'Azerbaïdjan à la chute de l'URSS en 1991. Ensuite, les deux pays, qui font partie du Conseil turcique - une organisa-

tion internationale qui regroupe les pays turcophones - coopèrent sur les plans économiques et militaires, ainsi que dans le domaine énergétique. Depuis 2019, un gazoduc les relie, qui permet de transporter du gaz jusqu'en Europe, et un autre est actuellement en construction. Le projet du Rais turc ? Faire de son pays un hub gazier indispensable aux Européens.

Et la tragédie qui se joue au Haut-Karabakh lui donne dès lors le champ libre pour occuper le sud de l'Arménie, ce qui lui permettrait d'établir une continuité terrestre entre l'Azerbaïdjan et la Turquie.

L'Europe, dirigée par des technocrates prêts à toutes les compromissions avec les régimes despotiques et avec l'islamisme et ses alliés, est-elle capable de faire preuve d'audace et de clairvoyance ?



Au prix de combien de vies ? Car ne nous faisons pas d'illusions : bercés d'idées d'un autre temps, le néo-sultan Erdogan et son alter ego Aliyev ne reculeront devant aucune ignominie pour parvenir à leurs fins mortifères. Ils effaceront à coup sûr les Arméniens sans aucun état d'âme, sous les yeux des démocraties européennes plus promptes à s'indigner qu'à enrayer leur folie sanguinaire. Pourquoi ? Simplement à cause de notre dépendance au gaz.

Nous devrions pourtant prendre garde : du chantage aux migrants au soutien à l'islam frériste, en passant par la menace qu'il fait déjà peser sur Chypre et la Grèce, Erdogan est déjà devenu le champion de la "démocrature" - système politique qui, tout en prétendant respecter les règles institutionnelles de la démocratie, restreint les libertés individuelles - et du panislamisme ! Pour s'en convaincre, il suffit de voir ce qu'il a fait de son pays, où les opposants sont assassinés, les journalistes et les intellectuels critiques du système, censurés ou emprisonnés, et les minorités religieuses persécutées.

Et son suppôt azéri, Aliyev, dont les hordes pillent et assassinent en toute impunité les Chrétiens du Haut-Karabakh, n'est que l'instrument de sa stratégie qui, à long terme, lui permettra d'étendre son pouvoir et de créer le nouveau califat dont il rêve tant.

Ne rien faire face à ces deux dictateurs, fermer les yeux sur les crimes contre l'humanité perpétrés au Haut-Karabakh, c'est donc reculer pour mieux sauter. L'Europe aura du gaz, bien sûr, mais eux continueront d'avancer leurs pions et d'étendre leur influence, menaçant l'équilibre du monde en risquant de déclencher - soyons-en certains - un prochain conflit en Méditerranée orientale, qui nous coûtera très cher.

Et puis il y a l'Iran.

Depuis plus d'un an, le peuple iranien se révolte contre la tyrannie obscurantiste des Mollahs. Partout dans le pays, la génération Z exprime son aversion pour l'Islam politique et sa détermination à changer de logiciel politique. Terrible, la répression contre les manifestants a fait plus de 550 morts et au moins 20 000 personnes ont été arrêtées et torturées.

Bien sûr, vu de l'Occident, le mouvement de contestation semble connaître, ces derniers mois, des hauts et des bas. Cependant, pour qui s'y intéresse de près, la réalité est qu'une

Lors du sommet de l'OTAN à Vilnius, le 11 juillet 2023, Emmanuel Macron a accepté de rencontrer, à nouveau, Recep Tayyip Erdogan qui l'avait qualifié, quelques mois auparavant, de "malade mental" !

bataille générationnelle a été remportée par les jeunes iraniens. Intelligemment, ils ont investi Internet et les réseaux sociaux pour en faire leur champ de bataille, relayant au quotidien leurs actions auprès de la diaspora et des médias. Les femmes continuent quant à elles de défier les tueurs du régime en sortant dans la rue sans porter le voile islamique.

Ces Iraniens, lorsqu'on les interroge, posent tous les mêmes questions : pourquoi les grandes démocraties occidentales, dont ils partagent et défendent les valeurs, ne les soutiennent-elles pas autrement que par des mots ? Qu'attend l'Union européenne pour classer les Gardiens de la révolution islamique - bras armé du régime - sur sa liste des organisations terroristes ?

"Impudemment", certains osent avancer l'idée que l'Union européenne aurait tout intérêt à miser sur une alternative démocratique en Iran, mettant en place de facto les conditions de futurs accords sur le gaz et le pétrole iraniens avec ceux qui incarnent d'ores et déjà l'avenir du pays et veulent s'entendre avec elle.

Quand nos experts européens en sont encore à vouloir "dealer" avec les Mollahs, ses opposants savent en effet que la République islamique d'Iran est vouée à disparaître à plus ou moins long terme. La raison de sa mort annoncée leur semble évidente : touché par la misère et une inflation qui se situe entre 40 et 60 %, et une crise environnementale qui a mis les deux tiers de l'Iran en état de stress hydrique, l'État iranien est au bord de la rupture. Rongé par la corruption, le système ne tient plus que par la violence exercée par les Pasdarans.

Bref, ils voient donc mal comment l'Iran pourrait ne pas vaciller.

Alors pourquoi ne pas explorer cette piste et les soutenir autrement que par des mots, puisqu'ils le réclament ?

D'autant qu'ils ont peut-être raison : miser sur les oppositions iraniennes pourrait permettre de se libérer du boulet énergétique turco-azéri, et s'avérer gagnant tant pour les économies européennes, que pour les droits de l'Homme au Moyen-Orient.

Après tout, il y a 45 ans, l'Occident renversait le Shah d'Iran pour beaucoup moins que ça...

Encore faudrait-il, bien sûr, faire preuve d'audace et de clairvoyance géostratégique. Oser, surtout, pour demeurer fidèles à nos valeurs.

Mais l'Europe, dirigée par des technocrates prêts à toutes les compromissions avec les régimes despotiques et avec l'islamisme et ses alliés, en est-elle capable ? Pas sûr. Pour l'heure, ce qu'il se passe en Iran comme en Arménie ne fait que révéler son attentisme et son manque de courage politique. ●

L'AZERBAÏDJAN À L'ASSAUT D'EREVAN

Arménie, le spectre d'un nouveau génocide

Depuis décembre 2022, la fin du Haut-Karabakh était programmée. En fermant le corridor de Latchine, l'unique route reliant l'enclave séparatiste à l'Arménie, provoquant une pénurie de nourriture et de médicaments, Bakou ne cachait plus rien de ses intentions. Ni les Américains, ni les Européens, ni même les Russes n'ont bougé. Le président azéri Ilham Aliyev peut donc passer à la deuxième phase de son plan de conquête : mettre la main sur la totalité de l'Arménie, rebaptisée « Azerbaïdjan occidental ». En 2020, lors de la guerre perdue par Erevan, un reportage d'Écran de veille au Haut-Karabakh avait déjà révélé les intentions de l'Azerbaïdjan, appuyées par son fidèle allié turc, à l'encontre de l'Arménie.

Par Ian Hamel

Les récits des 120 000 Arméniens qui fuient en masse le Haut-Karabakh, pour se réfugier en Arménie, sont glaçants. Les soldats arméniens tués auraient été décapités, certains démembrés. Des femmes et même des enfants violés. Les Azerbaïdjanais sèment la terreur afin de vider cette enclave de 4 400 km² (la taille d'un département français) de toute sa population. Sans doute Bakou va-t-elle y maintenir quelques dizaines de personnes âgées et sans ressources. Elle pourra les exhiber devant les fonctionnaires de l'ONU et les journalistes, afin de prétendre qu'il n'existe pas de discrimination vis-à-vis des Arméniens chrétiens. L'Iran ne conserve-t-il pas quelques centaines de Juifs et plusieurs synagogues, notamment à Ispahan, sur la place... de la Palestine, afin d'assurer qu'il est antisioniste, mais nullement antisémite ?

En 2020, pendant la guerre, les autorités du Haut-Karabakh (que les Arméniens appellent Artsakh), éditent une brochure rappelant que cette région montagneuse du Caucase est habitée par les Arméniens depuis la haute antiquité, et que ce peuplement « s'est maintenu à travers les siècles, malgré les dominations étrangères successives ». Ils affirment que ce petit territoire compterait « près de 10 000 monuments

historiques » et que le musée national d'histoire renferme une riche collection de « tapis, bijoux, orfèvreries, poteries, céramiques, travail du cuivre et du fer ainsi que des broderies ».

Pas besoin d'être devin pour imaginer ce qu'il risque de se passer. Il suffit de prendre l'exemple du Nakhitchevan, une région coincée entre la Turquie et l'Arménie. Selon des références bibliques, Noé, après le déluge, s'y serait rendu. Ce territoire, autrefois arménien (mais aussi peuplé d'Azéris), est rattaché en 1921, par les communistes, à l'Azerbaïdjan. Depuis, toute la population arménienne a été expulsée de la République autonome du Nakhitchevan. Toutes les traces du passé arménien ont disparu. Les églises comme les khatchkars, les pierres tombales sculptées arméniennes.

DE LA MÉDITERRANÉE À LA CASPIENNE

Au milieu de la guerre de 2020, Ararat Mirzoyan, le président de l'Assemblée nationale arménienne, déclare que le but final de Bakou est bien d'« éliminer l'Arménie de la carte politique ». Il ajoute que « si nous abandonnons l'Artsakh, nous abandonnerons Meghri et ensuite Erevan ». Meghri n'est qu'un gros bourg à l'extrême sud de l'Arménie, à proximité de la frontière iranienne. Depuis, Ilham Aliyev, le président de l'Azerbaïdjan, n'a pas démenti, déclarant en décembre 2022 lors d'un conseil des

ministres : « Aujourd'hui, l'Arménie est notre territoire (...) Quand je le répète, ils objectent que j'ai des revendications territoriales. Mais je le dis en tant que réalité historique ». L'Azerbaïdjan ne parle pas de Meghri, mais du corridor de Zanguezour, un massif montagneux, situé le long de la frontière avec l'Iran. Il s'agit bien de la même portion de territoire, long d'une quarantaine de kilomètres. Ce corridor permettrait de relier le Nakhitchevan au reste de l'Azerbaïdjan. Car actuellement, les 400 000 habitants de cette entité sont contraints de prendre l'avion, ou d'emprunter la route qui passe par l'Iran, pour rejoindre Bakou. Or, les relations ne sont pas au beau fixe entre Téhéran et l'Azerbaïdjan, qui fait les yeux doux à Israël...

La conquête prochaine du sud de l'Arménie tient d'autant plus à cœur au président Ilham Aliyev que son père, l'ancien président Heydar Aliyev, était né en 1923 à Nakhitchevan. Bien évidemment, le corridor de Meghri - ou de Zanguezour - intéresse fortement le voisin turc, enchanté de cette autoroute lui ouvrant les marchés de l'Asie centrale. « Depuis longtemps



Rassemblement, à Lyon, le 1^{er} octobre 2023, en soutien à la population arménienne du Haut-Karabakh.

faut-il s'étonner de sa passivité ? En s'affichant aux côtés de Volodymyr Zelensky à Kiev le 6 septembre dernier, Anna Hakobyan, l'épouse du Premier ministre arménien Nikol Pachinian, n'a certainement pas mis de bonne humeur le maître du Kremlin.

UNE CLASSE POLITIQUE CORROMPUE

Il ne faudrait pas sous-estimer les erreurs commises par Erevan depuis la chute de l'URSS. La République autoproclamée du Haut-Karabakh (territoire peuplé d'Arméniens mais appartenant à l'Azerbaïdjan) est née le 2 septembre 1991. La guerre entre les deux frères ennemis du Caucase va faire 30 000 morts. Elle se termine le 5 mai 1994 par la victoire de l'Arménie qui s'empare de sept districts mitoyens du Haut-Karabakh, amputant ainsi l'Azerbaïdjan de 14 % de son territoire. Un demi-million d'Azerbaïdjanais sont chassés de cette région². Le conflit est ensuite gelé pendant un quart de siècle. Voyant qu'aucun pays dans le monde n'entendait reconnaître cette république autoproclamée, les dirigeants d'Erevan et de Stepanakert (la capitale du Haut-Karabakh) auraient dû faire preuve de réalisme pour tenter de trouver un compromis. Et non pas écouter une opinion publique ultranationaliste.

En rétrocedant les sept districts conquis à l'Azerbaïdjan, il aurait, peut-être, été possible de calmer le jeu avec Bakou. Celle-ci n'a jamais cessé de monter en puissance grâce aux ressources de son sous-sol. En revanche, l'Arménie, malmenée par une classe politique corrompue, n'est pas parvenue à sortir la tête hors de l'eau. Décourageant souvent les Arméniens établis dans le monde entier de venir à sa rescousse. Les diplomates occidentaux rencontrés durant la guerre de 2020 dénonçaient l'intervention militaire azérie. Mais ils jugeaient sévèrement l'aveuglement des dirigeants arméniens. Toutefois, en se montrant davantage raisonnables, ces derniers auraient-ils pu éviter le drame qui se joue aujourd'hui et qui va se rejouer demain ? Ce n'est pas du tout certain. ●

La Turquie s'est beaucoup investie dans le conflit de 2020, utilisant ses supplétifs syriens dans les combats au Haut-Karabakh.

les chefs d'État turcs rêvent d'un vaste espace panturc allant de la Méditerranée à la mer Caspienne. Le Zanguezour est le seul segment qu'il manque pour réaliser ce rêve territorial », explique Jean Radvanyi, professeur émérite à l'Inalco dans Le Figaro¹.

LES HYDROCARBURES DE BAKOU

La Turquie s'est beaucoup investie dans le conflit de 2020, utilisant ses supplétifs syriens dans les combats au Haut-Karabakh. Le MIT, le service de renseignement d'Ankara, a même tenté d'installer certains d'entre eux avec leurs familles dans les districts évacués par l'Arménie. À ce titre, il avait ouvert un bureau de recrutement dans le canton d'Afrin, dans le nord de la Syrie, contrôlé par la Turquie depuis 2018. « Peu de candidats se sont toutefois manifestés pour une telle relocalisation », constate le site Intelligence Online².

Qui se précipitera à la rescousse de l'Arménie lors de la prochaine offensive azérie ? Sans

être excessivement pessimistes, nous pouvons répondre : « personne ». Les États-Unis et l'Union européenne étant trop occupés par la guerre en Ukraine. Depuis 2020, l'Azerbaïdjan s'est déjà emparé de 150 km² du territoire arménien sans qu'aucune capitale ne bouge. Ce n'est pas une (petite) aide militaire de certains pays européens (notamment de la France) qui fera reculer Bakou. De toute façon, l'Azerbaïdjan, riche en hydrocarbures, est devenu incontournable pour les Occidentaux. Quant à la Russie,

¹ Elisabeth Pierson, « Arménie : pourquoi l'Azerbaïdjan pourrait ne pas s'arrêter au Haut-Karabakh », Le Figaro, 21 septembre 2023.

² « Le MIT installe ses affidés syriens dans le Haut-Karabakh », 2 décembre 2020.

³ Emmanuel Grynszpan, Faustine Vincent, « Vie et mort de la république du Haut-Karabakh », Le Monde, 30 septembre 2023.

ENTRETIEN

Bahar Kimyongür

“Il est illusoire d'espérer évincer la “démocrature” d'Erdogan via des élections démocratiques”

Écrivain et journaliste belge d'origine turque, Bahar Kimyongür est l'auteur de plusieurs ouvrages sur son pays d'origine, parmi lesquels *Percligia, Dissidence théologique et révolte sociale dans l'empire ottoman du XV^e siècle* (Éditions Les Indes savantes, 2021), *Fehriye Erdal, tête de Turquie* (NowFuture Éditions, 2018), *Turquie, terre de diaspora et d'exil* (Éditions Couleur livres, 2008). Il a aussi traduit en français *Le Livre noir de la “démocratie” militariste en Turquie* (Info-Türk, 2010). Dans cet entretien, il nous explique les dilemmes que pose aux démocraties occidentales la “démocrature” d'Erdogan.

Propos recueillis par
Malika Madi

Recep Tayyip Erdogan a été réélu à la tête de la Turquie avec 52,16 % des voix, le 28 mai dernier. Quel est votre sentiment ?

Bahar Kimyongür Je n'ai jamais cru un instant que la “démocrature” d'Erdogan puisse être évincée via des élections dont elle fixe et manipule les règles du jeu. Erdogan a mobilisé toute l'artillerie de l'État contre l'opposition : la police, la magistrature, la bureaucratie, la télévision publique. Ces institutions sont censées être neutres et pourtant, elles ont tourné à plein régime pour le compte de l'autocrate.

Pendant des mois, le candidat d'opposition Kemal Kılıçdaroglu a été calomnié sur 24 chaînes télévisées 24h sur 24. Il a été qualifié de traître, d'agent de l'étranger, de suppôt du terrorisme, d'infidèle, d'ennemi de l'islam et de la famille. Par ailleurs, des milliers de bureaux de vote installés dans des zones reculées du pays ont échappé à tout contrôle démocratique. Des bourrages d'urnes en faveur d'Erdogan ont été constatés çà et là. Mais personne n'est en mesure de déterminer l'ampleur de ces fraudes.

Pour beaucoup, Erdogan incarne une Turquie qui revient à une islamisation patente, jusqu'à quel point selon vous ?

La République de Turquie est née en 1923, il y a exactement cent ans. Jamais dans son histoire, elle n'a connu un gouvernement aussi réactionnaire, puritain, raciste, islamiste, misogyne et méprisant envers les minorités. Sous Atatürk, les droits des minorités n'étaient pas reconnus, mais c'était une autre époque. À Ankara, on se préoccupait plutôt de la construction d'un État-nation sur les décombres de l'Empire ottoman, du califat et de la Grande Guerre. Après 100 ans d'évolution des mentalités et des institutions, on aurait pu espérer autre chose qu'un retour à l'Ancien régime.

Pour célébrer “le siècle turc”, l'AKP d'Erdogan a choisi de s'allier au Nouveau parti de la prospérité YRP du fils de feu Necmettin Erbakan, au Parti de la Grande Union BBP, un groupuscule issu de l'extrême droite djihadiste des années 70, au Parti d'action nationaliste MHP, une organisation paramilitaire terroriste et mafieuse historiquement liée aux Loups gris et aux islamistes kurdes de Hüdapar. Le régime d'Erdogan plonge la Turquie dans les ténèbres de l'Inquisition ottomane. La laïcité et les libertés individuelles sont assimilées à du terrorisme. La femme turque n'est plus qu'un appareil de reproduction. On rêvait d'une Turquie adoptant les standards démocratiques de la Scandinavie. Erdogan la transforme en un nouveau Pakistan.

Les influences qui ont provoqué cette islamisation sont-elles issues de Turquie ou viennent-elles de l'étranger ?

À l'ère de la mondialisation, des réseaux sociaux, des prêches sur TikTok, du tourisme de masse, des tsunamis migratoires et des bouleversements démographiques, la frontière entre l'influence intérieure et étrangère est ténue.

Il y a visiblement une convergence entre des dynamiques idéologiques locales et globales. Prenons l'exemple du parti islamiste kurde Hüdapar. Il se veut être l'héritier de la révolte kurde du cheikh Saïd de 1925 contre la République d'Atatürk. Comme Erdogan, les islamistes kurdes d'hier et d'aujourd'hui rêvent de restaurer le califat et la charia. Ces gens ne viennent pas de l'étranger : ce sont des Kurdes conservateurs qui ont toujours joui d'une assise populaire dans des provinces comme Adyaman, Elazığ ou Batman. À la fin du XIX^{ème} siècle, les chefs de clans de ces régions ont été enrôlés par le sultan ottoman Abdülhamid II dans les brigades hamidiennes et ont participé aux premières campagnes de nettoyage ethnique contre les Arméniens puis au génocide de 1915. Un siècle plus tard, en 2015, on retrouve un grand nombre de volontaires kurdes issus de ces régions turques dans les rangs de l'État islamique en Syrie.

Ces Kurdes réactionnaires ont pour ennemi principal le mouvement progressiste kurde qui lui est né dans la grande vague des luttes socialistes des années 1960 et 1970. Durant les années 1990, les Kurdes islamistes ont été utilisés par Ankara comme une force paramilitaire contre les Kurdes socialistes et laïcs du PKK. Erdogan poursuit le même objectif de lutte contre les Kurdes du parti de gauche HDP avec l'aide des Kurdes du parti pro-charia Hüdapar. Le HDP est le principal rempart idéologique à l'hégémonie d'Erdogan dans les provinces kurdes. Mais l'influence “étrangère” est à la



Et la notion de citoyenneté n'existe pas pour eux, car seule compte la “Oumma”.

Il manque cependant une pièce à leur puzzle imaginaire : le calife. Erdogan est leur candidat. Au sens propre comme au figuré. Durant les élections turques, on a entendu des prêches en arabe appelant le monde musulman à défendre Erdogan contre son adversaire “mécréant”. Ces élections turques avaient des relents de jihad international.

Pourquoi les partisans d'Erdogan l'apprécient-ils à ce point ?

C'est plus que de l'appréciation. Il est vénéré tel un prophète. Ses supporters sont pour l'essentiel les masses réactionnaires d'Anatolie centrale issues de villes comme Bayburt, Aksaray, Erzurum ou Konya. Un électoral âgé, provincial, rural même et dont les seuls voyages à l'étranger se résument souvent à un ou plusieurs pèlerinages à la Mecque.

Son second fief, ce sont les rives de la mer Noire dont il est lui-même originaire. Depuis le coup d'État militaire de 1980 destiné à détruire la gauche turque, les régions de la mer Noire sont devenues des bastions de l'extrême droite et de l'islamisme turcs. Dans le climat de la Guerre froide qui prévalait à l'époque, la junte militaire voyait dans l'islamisme un contrefeu efficace face à la contestation sociale. Depuis, ce contrefeu a fait des régions de la mer Noire un désert intellectuel dont Erdogan tire pleinement profit. Si les touristes étrangers préfèrent se prélasser sur le sable de la mer Égée ou de la Méditerranée plutôt que sur les 1200 km de plages de la côte nord, c'est notamment parce que l'ultra-conservatisme des gens de la mer Noire rend cette région inhospitalière.

Le troisième réservoir électoral d'Erdogan, c'est la nouvelle “génération pieuse” qu'il a fabriquée durant ses 20 ans de règne en recouvrant le pays de mosquées, de lycées Imam Hatip, d'écoles coraniques et d'internats gérés par des confréries religieuses. Le culte dont Erdogan fait l'objet est en adéquation avec leur conception verticale et liberticide de la société, de la famille et de la vie. Erdogan est à l'image de leur dieu : puissant, protecteur, irascible et châtieur. Ils voient en lui un chef politique, militaire et religieux.

La quatrième catégorie d'électeurs d'Erdogan, ce sont de larges masses corruptibles.

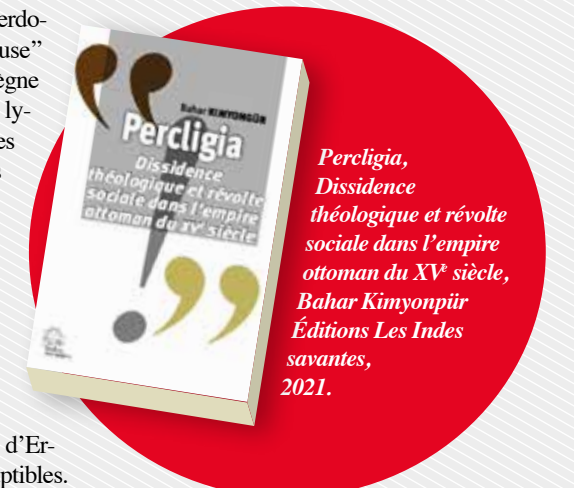
Elles savent parfaitement que le “reïs” a bâti un régime clientéliste et corrompu où ce ne sont pas le travail, l'effort ou le mérite qui priment, mais la soumission ostentatoire au chef et au parti. Au lieu de prendre le risque de dénoncer et de changer ce système, elles en vivent ou rêvent d'en faire partie, de pouvoir obtenir un poste bien rémunéré pour elles-mêmes, leurs enfants ou leurs neveux. La “fourberie villageoise” (köy kumazlığı) comme on l'appelle en turc, l'arrivisme, la quête d'argent facile, le bling-bling étaient autrefois considérés comme des comportements honteux. Mais Erdogan et son équipe de patrons provinciaux véreux en ont fait une norme sociale. Le régime a détruit les barrières éthiques de la population sous un épais nuage de fausse piété. D'ailleurs, il est intéressant de voir que les gens les plus proches d'Erdogan sont d'anciens adversaires politiques qu'il a achetés au prix fort et qui sont aujourd'hui devenus ses plus grands défenseurs.

La plupart des observateurs occidentaux font fi des ressorts psychologiques sur lesquels s'appuie Erdogan. Il connaît parfaitement la psyché du petit peuple conservateur. Il est son miroir. Même s'ils ne sont rien à ses yeux et même s'ils ne possèdent rien, les Turcs des bas quartiers et de l'arrière-pays tirent leur gloire de chacun de ses succès personnels. Ils se voient en Erdogan. Ils s'accomplissent à travers lui. Pareil pour les Turcs d'Europe qui travaillent dur pour pouvoir ensuite frimer au bled pendant quelques minutes avec leur voiture de luxe. Ils considèrent Erdogan comme un remède à leur instabilité culturelle, morale et affective. Qu'importe que son antiaméricanisme, son anti-occidentalisme et son antisémitisme soient en carton-pâte, que ses vociférations et ses coups de poing sur la table servent juste à épater la galerie, ils attendent d'un Président non pas une amélioration de leurs conditions de vie, mais des sensations fortes. Comme lors d'un soir de match de football... ! ●



Jamais la Turquie n'a connu un gouvernement aussi réactionnaire, puritain, raciste, islamiste, misogyne et méprisant envers les minorités”.

fois une donnée domestique et extérieure. Les Frères musulmans égyptiens et syriens ont été accueillis par Erdogan tandis que des réfugiés afghans expriment ouvertement leur soutien aux Talibans dans les rues d'Istanbul. Tous ces “influenceurs” exercent une immense pression idéologique et culturelle sur les migrants de religion musulmane installés en Turquie et ailleurs. Ignorant les barrières nationales et sociales, les islamistes ne voient pas le monde comme un village, mais comme une principauté islamique.



ENTRETIEN

Amir Hamidi

“Il ne faut pas sous-estimer l'ampleur de la révolte en Iran”

Ex-agent de la DEA (Drug enforcement agency) américaine, consultant en contre-terrorisme auprès d'institutions internationales, Amir Hamidi est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de la République islamique d'Iran et du Corps des Gardiens de la Révolution. Un an après le début du soulèvement des femmes iraniennes, il nous livre son analyse sur la situation actuelle dans le pays.

Propos recueillis par
Joseph Martin

Où en est le mouvement de révolte initié par les femmes iraniennes il y a un an ?

Amir Hamidi : La République islamique n'a cessé de saper de façon destructrice la nation iranienne. Dès 1979, elle a ciblé les femmes, qui constituent la moitié de la population, en les soumettant à l'humiliation et en leur déniant leurs droits sociaux, culturels et politiques. Cette chaîne d'événements a commencé avec l'exécution du Dr Farrokhroo Parsa, une femme qui occupait le poste de ministre de l'Éducation avant la révolution islamique. Une autre personnalité notable, le Dr Homa Darabi, s'est ensuite tragiquement immolée par le feu, en signe de protestation contre le port obligatoire du hijab.

Mais ce n'était qu'un début. Le régime a ensuite eu recours au trafic de femmes et de filles dans le monde, contribuant ainsi à la décadence morale de la société. Les Mollahs ont astucieusement compris qu'en poussant les femmes, les mères et les principales éducatrices de la société vers le déclin moral, ils porteraient le coup le plus dur à leur propre pays. Mais les femmes se sont rebellées. Et au fil des années, ces actes de rébellion se sont renforcés pour finalement se transformer en un soulèvement national, déclenché par la mort tragique d'une jeune fille nommée Mahsa Amini, il y a un an.

La révolution qui se joue actuellement en Iran a obligé le monde à lui apporter son soutien, et il ne fait aujourd'hui aucun doute que la victoire est la seule option pour le peuple opprimé d'Iran.

Qu'est-ce qui différencie la protestation en Iran des Printemps arabes ?

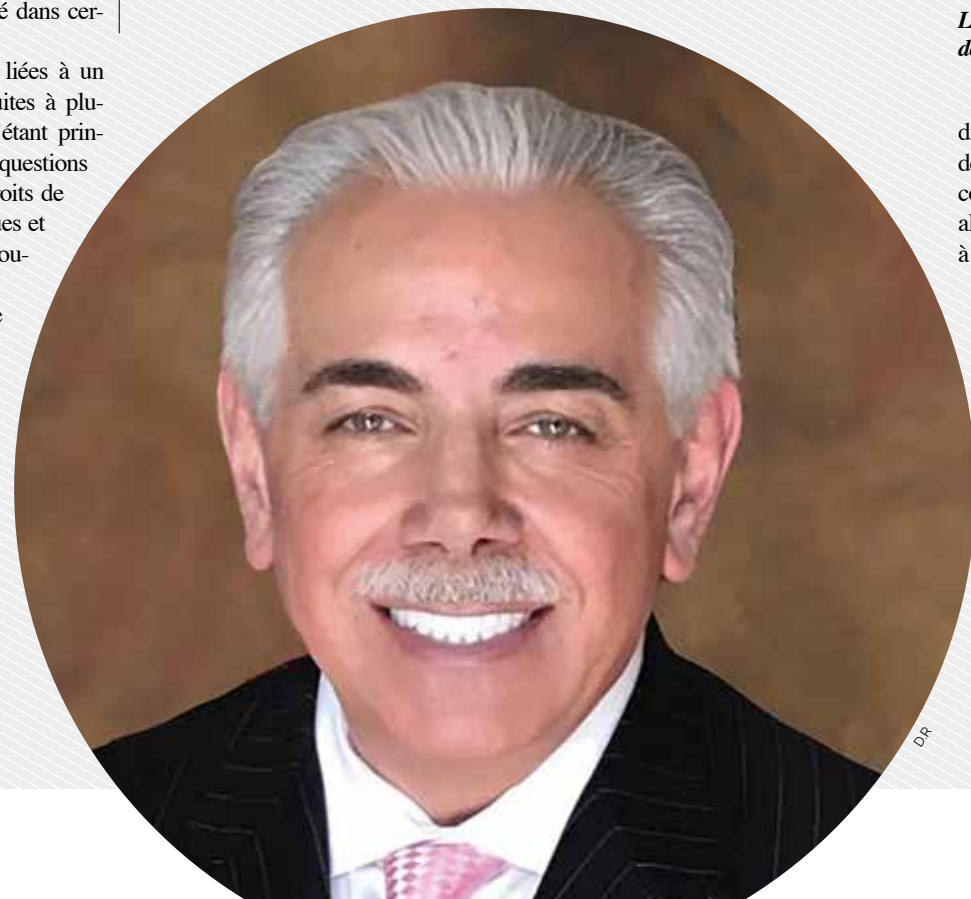
Les manifestations en Iran ont des causes sous-jacentes et des conséquences différentes. La situation en Iran est caractérisée par des préoccupations liées aux violations des droits de l'Homme. Le pays connaît en effet l'un des taux d'exécutions les plus élevés au monde. Les Printemps arabes étaient largement motivés par des demandes de réforme politique, de justice sociale et d'amélioration des conditions de vie. Elles ont abouti au renversement des dictateurs en Tunisie, en Égypte, en Libye et au Yémen, entre autres, mais ont également conduit à des conflits et à une profonde instabilité dans certains pays.

Les manifestations en Iran sont liées à un autre contexte. Elles se sont produites à plusieurs moments de son histoire, s'étant principalement concentrées sur des questions telles que la liberté politique, les droits de l'Homme, les difficultés économiques et l'opposition à l'establishment au pouvoir.

Une autre différence significative est le niveau d'impact régional. Le Printemps arabe a eu une portée régionale assez large, avec des manifestations qui se déroulaient dans plusieurs pays, simultanément. À l'inverse, les manifestations en Iran sont localisées au pays, même si elles peuvent encore inspirer ou influencer d'autres mouvements dans la région.

On dit que le régime des mollahs est usé, qu'il est en proie à des dissensions. Qu'en est-il vraiment ?

L'Iran dispose en fait d'un système politique très complexe, combinant des éléments théocratiques et des institutions dont les représentants sont élus. Le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, détient une autorité importante, le régime étant gouverné par un réseau de fonctionnaires cléricaux et d'élites politiques. Au sein de ce système, il existe différentes factions, chacune ayant ses propres intérêts. Les dirigeants du régime iranien sont de plus confrontés à des défis importants. Et l'une de leurs faiblesses est le manque de réponse réactive aux besoins et aspirations du peuple. Des



L'Iranienne Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la paix 2023, en compagnie de sa compatriote Shirin Ebadi, qui a reçu le même prix en 2003.

difficultés économiques généralisées, un taux de chômage élevé, la mauvaise gestion et la corruption ajoutés à l'inflation ont, par ailleurs, alimenté le mécontentement de la population à leur encontre. Sans parler de la question des droits de l'Homme. De plus, le régime a été accusé de soutenir des mandataires régionaux et de se livrer à des activités déstabilisatrices au Moyen-Orient. Ces actions ont conduit à des tensions régionales. Tous ces éléments ont généré des divisions au sein des élites dirigeantes, ainsi que des luttes de pouvoirs en interne, qui entraînent des incohérences politiques et entravent une gouvernance efficace. Toutefois, leur impact reste difficile à évaluer de l'extérieur.

Quelle est la position de l'armée iranienne ? Soutient-elle le mouvement de révolte ?

L'armée joue un rôle important dans

le maintien de la stabilité et la sécurité du pays. Même si des membres de l'armée accordent véritablement la priorité au bien-être du peuple iranien, il est toutefois essentiel de comprendre que l'establishment militaire iranien est étroitement contrôlé par le régime, l'ayatollah Ali Khamenei étant le décideur ultime en matière de sécurité nationale.

La responsabilité première de l'armée est donc de sauvegarder le régime et de protéger ses intérêts, qui ne correspondent pas toujours aux aspirations du peuple. Des exemples d'implication de l'armée dans la répression des manifestations ont ainsi été signalés, indiquant une déconnexion entre certains segments de ses forces militaires et la population dans son ensemble. Toutefois, il est important de rappeler que l'armée est composée d'individus ayant des perspectives et des croyances diverses. Il y a sans

doute des soldats qui compatissent aux griefs des Iraniens et souhaitent voir des changements positifs dans le pays. Ceux-là pourraient remettre en question leur allégeance au régime. Il est toutefois difficile d'évaluer la position collective de l'ensemble de l'institution. En d'autres termes, l'étendue du soutien militaire au peuple iranien reste une question complexe et évolutive.

La République islamique d'Iran entretient des relations économiques et diplomatiques étroites avec la Chine et la Russie. Comment le peuple iranien juge-t-il ces alliances ?

Les relations économiques et diplomatiques entre l'Iran et la Chine, ainsi qu'avec la Russie, sont vécues de façon complexe par le peuple iranien, qui n'éprouve guère de sympathie pour la Russie et n'est pas franchement sinophile. Mais les Iraniens ont une approche pragmatique en matière de diplomatie et de relations internationales. Reste qu'ils émettent de nombreuses critiques envers ces deux pays, notamment concernant l'agression de la Russie contre l'Ukraine, ou le bilan de la Chine en matière de droits de l'Homme. En fin de compte, le peuple iranien évalue ses relations avec la Chine et la Russie en fonction de la façon dont elles servent son intérêt national.

L'Iran a renoué avec l'Arabie saoudite. Leur accord diplomatique est-il viable sur le long terme ?

Les relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite sont conditionnées à des défis importants et, en conséquence, elles n'apparaissent pas durables. Plusieurs questions clés contribuent à leur relation tendue. Il y a d'abord le soutien de l'Iran au Hezbollah libanais qui crée un obstacle majeur aux relations entre les deux pays. L'Arabie saoudite considère en effet le Hezbollah comme une menace pour sa sécurité nationale et la stabilité régionale. Le soutien continu de l'Iran à ce groupe sape la confiance et entrave tout progrès diplomatique significatif.

Ensuite, la présence de membres d'al-Qaïda à Téhéran inquiète Ryad. Leur présence dans la capitale iranienne soulève des doutes quant à l'engagement de l'Iran dans la lutte contre le terrorisme et sa coopération avec l'Arabie saoudite. Il y a enfin la question du narcoterrorisme et l'implication du Hezbollah, soutenu par l'Iran, dans le trafic de drogue. À l'instar d'autres pays, l'Arabie saoudite est profondément préoccupée par les liens entre le terrorisme et le trafic de drogue, car ils compromettent sa sécurité. Sans mesures concrètes dans ces trois domaines, le maintien des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite demeure peu probable. ▶▶



En septembre 2022, la mort de Mahsa Amini, dans un commissariat de police, à Téhéran, a embrasé le pays, donnant lieu à la révolte des femmes iraniennes contre le port obligatoire du voile islamique.

Quels sont les rapports entre les Gardiens de la Révolution et le Guide Ali Khamenei ? Se font-ils encore confiance ?

Il est intéressant de noter que la dernière fois que Khamenei a rencontré l'ensemble des membres de l'état-major du Corps des Gardiens de la Révolution islamique, c'était il y a trois ans. Au cours de la réunion, il les a avertis que pour protéger le régime, ils devaient d'abord s'attaquer à ses faiblesses internes. Il a souligné l'importance de connaître son ennemi. Pour réussir, il les a exhortés à amplifier leur opposition aux États-Unis d'Amérique. Il a en effet affirmé que les puissances étrangères occidentales complotaient continuellement pour créer l'instabilité et le chaos à l'intérieur de l'Iran, identifiant la CIA, le Mossad et le MI6 comme les principaux architectes du chaos. Selon lui, les agences de renseignements étrangères manœuvrent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, agissant comme source de crises internes. Son obsession de blâmer les nations étrangères et de négliger les problèmes intérieurs à l'Iran a cependant soulevé des inquiétudes quant à sa capacité à diriger efficacement le pays.

Un an après le début du soulèvement, peut-on encore penser que le régime iranien va tomber ?

Absolument. D'où l'importance de ne pas sous-estimer ce qu'il se passe en Iran. Le mouvement de contestation symbolise l'esprit inébranlable des Iraniens et leur engagement à créer un avenir meilleur. Cela nous rappelle avec force que le peuple iranien, malgré la répression et l'adversité, reste uni dans sa quête de justice et de libération. Cela dit, la communauté internationale a un rôle crucial à jouer dans ce processus. Il est en effet impératif que le monde respecte les revendications légitimes du peuple iranien et apporte un véritable soutien à sa cause. Grâce à une véritable solidarité et à une collaboration significative, la communauté internationale peut contribuer à lui donner les moyens de façonner son propre destin. Il est essentiel de souligner que la réalisation de ces objectifs critiques entraînera non seulement une profonde transformation en Iran, mais aura également un impact considérable sur le monde dans son ensemble. ●

ANHOA ALVAREZ/APRESSE/SHUTTERS/SIPA

Les oppositions iraniennes sont-elles capables de s'unir et de faire tomber le régime ?

La solidarité et la coopération entre les Iraniens sont des éléments vitaux qui vont au-delà de l'opposition au régime iranien. Conscients de la nécessité de faire l'unité, les individus au sein de l'opposition, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Iran, comprennent l'importance de se rassembler et de travailler main dans la main. Ils croient que le prince héritier Reza Pahlavi, avec son expertise et son expérience historique, a le potentiel de fournir un leadership efficace et de guider leur cause vers le succès.

En outre, la communauté internationale, y compris les gouvernements et les organisations, reconnaissent l'importance d'une opposition unie et l'impact potentiel du leadership du prince. Ils comprennent que son implication peut recueillir un soutien international, permettre de faire la lumière sur les griefs du peuple iranien et contribuer à l'émergence d'un mouvement plus puissant et plus influent contre le régime. En Iran, la population le considère en effet comme un symbole d'espoir et de changement, quelqu'un qui peut unir les diverses factions au sein de l'opposition et mobiliser les Iraniens vers une vision commune de liberté, de justice et de démocratie. Un front uni, dirigé par le prince héritier Reza Pahlavi, a donc le potentiel d'œuvrer à la réalisation des aspirations du peuple iranien et d'apporter un changement positif en Iran.



L'Iran dispose d'un système politique très complexe, combinant des éléments théocratiques et des institutions dont les représentants sont élus. Le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, détient une autorité importante, le régime étant gouverné par un réseau de fonctionnaires cléricaux et d'élites politiques”.

GOLFE PERSIQUE

Ghislain de Castelbajac “L'Iran et l'Arabie saoudite sont voués à ne pas s'entendre”

Ancien Chargé de Mission au Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale (SGDSN), Ghislain de Castelbajac est l'un des plus éminents spécialistes français du Golfe Persique. Alors que les pays de la région s'inquiètent du mouvement de contestation en Iran et des risques d'instabilité qu'il provoque, il nous livre son analyse de la situation.

Propos recueillis par Emmanuel Razavi

Un an après le début de la révolte en Iran, comment voyez-vous la situation évoluer ? À l'instar d'autres spécialistes, pensez-vous que le régime est voué à tomber ? Quelles pourraient être les causes de sa chute ?

Ghislain de Castelbajac : Tout d'abord, il est fondamental de noter la résilience de ce mouvement, qui n'a d'ailleurs pas commencé avec l'assassinat de Mahsa Amini, mais est allé crescendo depuis plus d'une décennie avec des révoltes protéiformes de plus en plus prégnantes, au rythme de plus en plus soutenu. La “révolte du voile” n'est finalement qu'un appendice d'une sourde et massive addition de révoltes récentes, présentes et à venir en Iran. Elle est sans doute la plus voyante car elle

marque les esprits en Occident. Cela s'explique par le fait que des masses de jeunes, au fait de l'utilisation des réseaux sociaux, utilisent leurs téléphones comme une arme, ce qui était moins le cas à l'occasion des révoltes de 2009, ou lors de celles qui se produisirent dans des zones reculées, sous forme d'émeutes de la faim et de la soif. D'une certaine manière, on assiste à une “convergence des luttes” qui est en préparation en Iran.

C'est comme un bon Tahdig, ce délicieux plat iranien : c'est lorsque le fond de la marmite montre des signes de coagulation qu'il faut le déguster, ni trop tôt, ni trop tard. Le fruit de toutes ces convergences de révoltes populaires des jeunes urbains laïcs, des Kurdes, des bergers lorestani, des religieux sunnites du Balouchistan, des fiers Azeris, conduit ainsi les corps constitués, que ce soit dans le monde de la recherche, ou même chez les redoutables miliciens bassidjis, à percevoir le vent du changement à venir.

Pourtant, le régime iranien est loin d'avoir dit son dernier mot : issu d'une révolution qui utilisa le syncrétisme entre méthodes marxistes-léninistes et religion, les mollahs ne se laisseront pas faire. La répression est féroce, la torture systématique, les manipulations et le mensonge permanents. Il est donc impossible de prédire une date de chute de ce régime, mais il est certain que lorsqu'il tombera, ce sera très rapide et sans doute très

violent, car de nombreuses zones de l'Iran périphérique, souvent habitées par des minorités ethniques et religieuses, sont maintenant bien armées et entraînées. De plus, la jeunesse “du centre” n'a plus rien à perdre.

L'Iran et l'Arabie saoudite ont retissé des liens diplomatiques, après plusieurs années de rupture. Or, ces deux pays ne sont à peu près d'accord sur rien. Dès lors, quel peut-être l'avenir à moyen terme de leurs relations ?

L'Iran et l'Arabie saoudite sont comme deux gros chats qui se toisent avant une bagarre qui n'aura jamais lieu : ils jouent à ne pas s'entendre. Une posture liée à leurs clientèles internes, à leurs protégés et/ou protecteurs extérieurs (Hamas et Hezbollah pour l'Iran, Ligue arabe et “occidentaux” pour l'Arabie).

Outre des querelles stratégiques, les antagonismes entre eux sont, cela dit, plus profonds : l'Arabie saoudite héberge une forte minorité de confession musulmane chiite, la religion officielle en République islamique d'Iran. Or, cette minorité est “assise” sur les immenses réserves de pétrole situées dans la région orientale du Hasa saoudien, en étant pourtant considérée comme population de seconde zone par le pouvoir à Riyad. Téhéran souhaite depuis toujours créer le “croissant chiite” qui n'est pas un axe Téhéran-Baghdad-Beyrouth, mais bien Téhéran, Bassorah, Manama (capitale du royaume de Bahreïn, qui entoure donc la majeure partie des zones les plus pétrolifères du Golfe Persique. Les tensions entre l'Iran et l'Arabie saoudite, qui est un État jeune, contrairement à l'Iran, sont donc inhérentes à la géopolitique, et survivront sans doute à un changement de régime dans l'un ou l'autre de ces pays. Leur rapprochement n'en est d'ailleurs pas un : il s'agit d'un retour au ▶▶



minimum "syndical" ou plutôt diplomatique, qui a permis la réouverture de leurs ambassades respectives sous les bons auspices de la Chine qui les pousse à devenir des comptoirs de son programme des "routes de la soie".

Donc il me semble que ce rapprochement est principalement lié à la capacité de la Chine de le surveiller et de le faire respecter. Pékin possède des bases ou des appuis stratégiques dans la région, notamment à Gandwar, un ancien comptoir omanais situé au Pakistan, très proche de la frontière iranienne. La Chine dispose aussi d'une base de l'autre côté de l'Arabie, sur le Bab-el-Mandeb à Djibouti. Elle n'est donc pas un acteur lointain ou désintéressé dans cette affaire. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que les accords signés le 27 mars 2021 entre la Chine et l'Iran avaient déjà permis à Pékin de sécuriser un approvisionnement en pétrole avec une décote de 20 % par rapport au prix du marché.

Les Iraniens menacent sans arrêt de bloquer le détroit d'Ormuz qui fait le lien maritime entre le Golfe Persique et l'océan Indien. Quelles seraient les conséquences d'un tel blocage pour l'économie mondiale ?

Cela fait cinquante ans que les Iraniens menacent le détroit d'Ormuz d'un blocus. Même aux pires moments de la guerre Iran-Irak, l'Iran n'a pas pu réaliser cet exploit. Le seul blocus réel d'Ormuz fut en février 2003, par la Navy américaine avant l'invasion de l'Irak. C'était d'ailleurs une impressionnante guirlande de tankers qui s'étendait depuis Fujairah à l'entrée du Golfe, jusqu'à Koweït city. Aujourd'hui, les Émiriens ont construit un pipeline qui évite le détroit en passant par Fujairah, pour livrer le pétrole d'Abou Dabi. Si l'Iran poursuit et renforce ses escarmouches via des hors-bords de Pasdarans, il n'y a pour l'heure pas de blocus en vue.

Comment se positionnent les pays du Conseil de coopération du Golfe vis-à-vis de l'Iran ?

La règle générale des monarchies du Golfe est la fermeté. Entre Dubaï, Ras-al-Khaimah et Abou Dabi, trois des sept émirats qui forment la fédération des Émirats arabes unis par exemple, il y a eu de fortes tensions qui ont abouti par le passé à des concessions mutuelles pour stopper les relations économiques entre l'Iran et ces territoires, Abou Dabi étant le fer-de-lance de l'opposition au régime de Téhéran. Le royaume de Bahreïn est aussi très divisé, du fait d'une majorité de sa population chiïte, qui ne fut pas toujours sourde aux appels de Téhéran. L'Émirat du Qatar a connu quant à lui des convergences avec l'Iran du fait de son soutien à l'organisation des Frères musulmans, pourtant reconnue comme organisation terroriste chez ses voisins des Émirats et de l'Arabie saoudite. Les Frères étant très



"L'Iran et l'Arabie saoudite sont comme deux gros chats qui se toisent avant une bagarre qui n'aura jamais lieu : ils jouent à ne pas s'entendre. C'est une posture liée à leurs clientèles internes et à leurs protégés et/ou protecteurs extérieurs".

proches de la doctrine d'exportation de la révolution à l'iranienne, leurs liens avec l'Iran sont permanents. Enfin, le sultanat d'Oman, plus ancien État de la région, avec une longue tradition maritime et même d'implantation de comptoirs à travers l'océan indien, est le seul à conserver un canal diplomatique permanent avec Téhéran. Bref, il n'y a donc pas de véritable front commun au sein des États qui composent le Conseil de Coopération du Golfe, même si ces monarchies savent se retrouver sur l'essentiel en cas de menace directe de l'Iran contre leurs intérêts.

Quel pourrait être l'avantage, pour les pays arabes du Golfe, à voir le régime des Mollahs basculer ?

Je crois que les monarchies du Golfe sont très attentistes. Elles ne souhaitent pas, et c'est compréhensible, une implosion de l'Iran ou une guerre civile à leurs portes. Il convient donc que les oppositions au régime iranien apprennent à parler d'une seule voix pour rassurer les voisins de l'Iran. Car de nombreux pays sont en embuscade pour profiter d'un chaos éventuel, comme le fit Saddam Hussein en 1980 : l'Azerbaïdjan ne cache pas ses intentions d'annexer les immenses territoires azériphones d'Iran, avec l'aide de la Turquie. Des minorités arabes du Khuzestan iranien pourraient aussi semer le trouble, si elles s'allient avec les chiïtes du Haza saoudien. C'est à mon avis le point clé, si des opposants



veulent faire tomber le régime : tranquilliser les voisins et rassurer sur leurs capacités à créer un État iranien fort et démocratique.

Un équilibre délicat entre libertés et lutte contre les séparatismes télégués par les puissances étrangères. L'une des options serait d'ailleurs de demander qu'un nouvel Iran devienne membre du Conseil de Coopération du Golfe, pour marquer l'attachement de la Perse à la stabilité régionale, au respect des intérêts des Arabes et à un désir de retour à une véritable coopération multilatérale.

Quelle est aujourd'hui l'influence de la Russie et de la Chine dans le Golfe Persique ? Constituent-elles un danger pour les États-Unis et l'Europe ?

Comme discuté précédemment, la Chine renforce sa stratégie tous azimuts de conciliation / réconciliation des acteurs régionaux et d'implantation commerciale, mais aussi militaire dans une moindre mesure, avec ses bases régionales de Ganwar et de Djibouti. La Russie a vendu du matériel militaire aux États du Golfe, mais elle n'a été présente dans la région que dans l'ancien Sud-Yémen d'Aden et dans l'Irak de Saddam Hussein... et bien sûr en Iran depuis 1980. Le matériel russe étant loin de faire ses preuves dans le conflit ukrainien, avec même des appuis de matériels rudimentaires iraniens, la Russie n'a pas eu, pour l'heure, d'influence directe, sauf lors d'échanges tactiques lors de la campagne de Syrie par Moscou.

Le danger pour les États-Unis et l'Europe dans le cadre d'une perte ou d'une baisse d'influence dans cette région, vient en fait... des États-Unis et de l'Europe ! C'est-à-dire que nos chancelleries et nos gouvernements se tirent parfois des balles dans le pied par des maladresses ou des fautes qui pourraient être évitées.

Un soldat iranien participe à l'exercice militaire "Velayat-90", en janvier 2012, aux abords du détroit d'Ormuz.

Revenons à l'Iran. Qui est aujourd'hui capable de reprendre en main le pays ? En clair, qui incarne l'opposition aux Mollahs ?

Une boutade iranienne raconte que n'importe quel animal ferait mieux que le régime actuel qui, au-delà même du problème des libertés individuelles, s'est montré incapable de gérer ce pays autrefois si prospère. Même la gestion de l'eau potable est une calamité. Seul le gaz brûle sans discontinuer dans les cuisines iraniennes. Mais pour combien de temps ?

Une série de sondages et d'enquêtes assez sérieuses compte tenu du contexte et de la difficulté de l'exercice en Iran, montrent que la personnalité d'opposition la plus connue, et de loin, est Reza Pahlavi, fils du dernier Chah d'Iran.

Les Iraniens les plus âgés sont parfois mitigés, car ils ont aussi connu les mauvais côtés du régime de son père, mais il faut noter que l'ensemble des déclarations de Reza Pahlavi montre qu'il souhaite opérer une rupture radicale avec l'Iran impérial de l'ancien régime.

Il faudrait juste qu'il puisse s'entourer de personnalités issues de la société civile, qui montrerait une véritable pluralité, afin que son programme ne soit pas juste un retour à la monarchie, mais bien un contrat-cadre pérenne et de confiance avec le peuple iranien, et avec l'ensemble de la communauté internationale.

Car cet immense pays qu'est l'Iran, par sa culture et son Histoire plurimillénaire, mérite mieux que ces mollahs cleptomane et incapables, ou même qu'un retour navrant à un décorum impérial d'un autre âge. Une chose est sûre : la jeunesse iranienne, extrêmement éduquée, au fait de tous les enjeux mondiaux, pourra soutenir celui qui saura saisir l'instant où le fruit sera mûr. ●

Soutenez notre action de veille antiterroriste et de résistance aux fanatismes...

Abonnez-vous à notre revue Écran de Veille



Nom :
 Prénom :
 Téléphone :
 E-mail :
 Adresse postale :

- 6 mois d'abonnement : 18 €
- 1 an d'abonnement : 30 €
- 2 ans d'abonnement : 50 €
- Abonnement de soutien : 1 an € / 2 ans : €

Découpez ce coupon d'abonnement et renvoyez le à :
 Global Watch Analysis
 5 Impasse des Prêtres - 75116 - Paris

Ou

Scannez ce QR code pour remplir le formulaire d'abonnement en ligne





Photo de groupe des chefs d'États et de gouvernements participant au sommet du BRICS à Johannesburg, le 24 août 2023.

RELATIONS INTERNATIONALES

Raphaël Chauvancy

“Les démocraties doivent parer aux nouveaux visages de la guerre”

Raphaël Chauvancy est officier supérieur des Troupes de marine et chargé de cours à l'École de guerre économique. Il est l'auteur de “Les nouveaux visages de la guerre” (VA éditions), qui décrypte les lignes de force du nouvel environnement stratégique mondial. Dans cet entretien, il analyse les défis auxquels les démocraties occidentales sont confrontées.

Propos recueillis par Joseph Martin

Dans votre livre, vous affirmez que le rêve d'un monde pacifié a volé en éclats. Que voulez-vous dire par là ? Les grands États démocratiques auraient-ils péché par excès de confort et de naïveté ?

Raphaël Chauvancy : Le mythe de la fin de l'histoire est né aux États-Unis dans l'euphorie de la victoire contre le totalitarisme soviétique. Il y exprimait une certaine naïveté, mais aussi une formidable confiance des Américains en l'avenir de leurs valeurs et du système libéral, qu'ils ont cru voués à s'étendre au monde entier. En Europe, ce rêve n'a été que l'expression d'un profond épuisement et du soulagement de ne plus avoir à se battre, croyait-on. Les “valeurs” européennes du pacifisme et du dialogue ont

servi de prétexte au renoncement. Or, la nature a horreur du vide et l'engourdissement des démocraties a libéré des espaces pour d'autres acteurs. Impuissants à l'extérieur, les Européens se sont également montrés incapables de régler leurs problèmes internes : le chômage de masse n'est pas résolu ; la crise identitaire se fait plus aiguë ; les bouleversements démographiques liés à l'immigration de masse et au vieillissement de la population entraînent des bouleversements non maîtrisés. S'ils ont fait preuve de naïveté, ils pèchent surtout par manque de courage. Les Européens découvrent avec effroi que, non seulement les nations en voie de développement ne les choisissent plus pour modèle, mais encore qu'elles n'hésitent pas à les concurrencer durement. Simultanément, le protectorat américain qu'ils prenaient pour un ami se révèle être un allié

conditionnel, qui défend ses intérêts sans états d'âme.

La France a-t-elle suffisamment anticipé, depuis 20 ans, les mutations géopolitiques, technologiques et environnementales auxquelles elle doit faire face aujourd'hui ? Comment peut-elle encore affirmer son rôle de puissance diplomatique ?

Enfermée dans un confortable cocon, la France n'a malheureusement pas su anticiper les grandes mutations auxquelles vous faites allusion. Au royaume des aveugles, les borgnes sont rois ! En se comparant à ses voisins, qui ont fait le choix de la passivité et du protectorat américain, elle a eu l'illusion de demeurer une puissance. Les Français ont cru que leur position privilégiée dans le système mondial était immuable puisqu'ils étaient parvenus à la maintenir

sans efforts, ou si peu depuis vingt ans. Erratique, illisible, leur stratégie de puissance était devenue un simple outil au service des impératifs en communication du moment. Les grandes mutations actuelles les ont donc naturellement pris de court. Il faudra du temps à la France pour relever sa puissance diplomatique. Ses retournements, ses erreurs et les preuves de faiblesses ont ébranlé la confiance de la communauté internationale en sa capacité à jouer un rôle global. Cependant, s'il est conduit avec fermeté et des moyens suffisants, indépendamment des aléas politiques internes, son projet de

puissance et d'équilibre devrait rouvrir des espaces de manœuvre intéressants.

Pourquoi la France et plus généralement la plupart des démocraties européennes semblent-elles incapables de concevoir leur souveraineté hors de l'alignement américain ?

Je m'inscris un petit peu en faux en ce qui concerne la France. Même si ses élites se sont largement converties à l'atlantisme, elle porte encore en elle l'héritage gaulliste sur le plan géopolitique, à gauche comme à droite. Cet ADN se traduit davantage par des postures que par une direction stratégique claire, mais il joue un rôle de garde-fou. Globalement, l'alignement américain est le fruit de l'américanisation des élites européennes dont “l'identité des valeurs” a substitué une conscience occidentale au sentiment national. Ces élites ne défendent pas les intérêts de leur nation parce qu'ils n'ont pas de sens à leurs yeux. La notion même de souveraineté leur semble obsolète. Elles pensent en termes de flux et de territoires. L'aliénation politique découle de celle des esprits. Les pays d'Europe de l'Est ont pour leur part fait le choix de la nécessité. Ils voient dans

le protectorat américain le seul remède à une poussée de fièvre impériale russe. L'affaire ukrainienne les a d'ailleurs confortés dans cette certitude. La France a peut-être raté une opportunité par manque d'audace stratégique. La Pologne l'a sondée sur l'hypothèse d'un partage nucléaire, sur le modèle de ce que pratiquent les États-Unis avec la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie et la Turquie. Il s'agit concrètement de confier aux armées de l'air de ces pays des bombes nucléaires à double clef. Ce système n'obère en rien la dissuasion propre de Washington qui conserve de surcroît le pouvoir décisionnaire ultime sur les engins “partagés”. Mais les États bénéficiaires en retirent une garantie de sécurité supplémentaire. Les Français ont considéré l'approche polonaise comme une incongruité et ne l'ont pas prise au sérieux. N'aurait-elle pas pu être le point de départ d'un nouveau système de sécurité collective dont la France aurait été le pivot ? Complémentaire de l'OTAN, n'aurait-il pas pu rééquilibrer enfin l'alliance ? Varsovie milite désormais pour recevoir des armes nucléaires américaines. Washington a su faire de la bombe une arme d'influence en plus d'assurer sa dissuasion. Pourquoi pas Paris ?

Avec le phénomène de multipolarisation, quelle est encore la place de la France en Afrique et au Moyen-Orient ? Que doit-elle faire pour préserver son influence dans ces parties du monde ?

Les revers politiques de la France en Afrique sont réels. Ils sont cependant montés en épingle par ses adversaires comme par ses alliés que ▶▶



sa présence dérange. Car dans les faits, la débâcle politique dans plusieurs pays du Sahel ne remet pas en cause les autres partenariats que la France a développés en Afrique, notamment dans le Golfe de Guinée. Ils se multiplient d'ailleurs et s'étendent vers l'Afrique non-franco-phone, où Paris a plus d'intérêts économiques. Au Moyen-Orient, La France demeure également reconnue comme un acteur géostratégique important et apprécié, ne serait-ce que par la présence de ses bases militaires aux Émirats arabes unis et à Djibouti. La France est un acteur important du nouveau monde multipolaire qui se dessine. Elle est, certes, un caillou dans la chaussure des Américains qui voudraient prendre la tête d'un bloc occidental unifié et le diriger. Mais Paris offre justement des alternatives diplomatiques dont tout le système international peut bénéficier. Son autonomie montre que les démocraties ne forment pas un club exclusif soupçonné de servir l'impérialisme américain, mais un modèle politique où les alliances ne remettent pas en cause la liberté et la souveraineté de chacun. Pour défendre cette vision, il est cependant indispensable que la France investisse le champ narratif stratégique et mène une véritable politique globale d'influence pour expliquer sa position et les avantages qu'elle apporte.

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le risque de troisième guerre mondiale est dans la tête de nombreux analystes. Est-ce une fatalité ? Quels scénarios pourraient nous y conduire ? À contrario, qu'est-ce qui pourrait l'empêcher ?

Si l'hypothèse ne peut être totalement écartée, je ne crois pas en la fatalité d'une guerre mondiale chaude. La dissuasion nucléaire et les mécanismes de sécurité collective, comme l'OTAN, ont démontré leur efficacité. En revanche, les guerres économiques et culturelles prouvent que nous sommes entrés dans une ère de conflictualité mondiale permanente où l'adversaire peut être le partenaire d'un moment, tandis que l'allié le plus solide peut se montrer simultanément le compétiteur le plus dur. En Ukraine, les hypothèses les plus rationnelles ont été démenties dès le premier jour. La Russie avait tant à perdre en attaquant comme elle l'a fait qu'il est compréhensible que les services français n'y aient pas cru jusqu'au dernier moment. Il n'est pas impossible que demain, un retournement de majorité politique aux États-Unis ne provoque une baisse de l'aide à l'Ukraine, que les Européens devraient essayer de compenser d'une manière ou d'une autre. Probablement en achetant sur leurs deniers aux Américains le matériel que ces derniers fourniraient à Kiev. Une des caractéristiques

des relations internationales contemporaines est leur instabilité et leur imprévisibilité accrues. Parmi les multiples scénarios possibles de guerre, j'en retiendrais deux. Le premier est celui d'un effondrement du front ukrainien qui verrait les chars russes se rapprocher de la frontière polonaise. Varsovie y verrait probablement une menace directe pour sa sécurité. Elle pourrait choisir d'intervenir dans les combats. L'engagement direct d'un pays de l'OTAN contre Moscou, malgré les réticences probables de ses alliés, serait lourd de menaces. Si les Russes se sentaient libres dans ces conditions de frapper directement le sol polonais, l'article 5 serait-il déclenché ? S'il ne l'était pas, l'OTAN conserverait-elle sa crédibilité, donc son utilité ?

À l'inverse, une percée des lignes russes réveillerait peut-être la tentation nucléaire. Quoi qu'en dise le droit international, la Russie a décrété le rattachement constitutionnel de la Crimée, notamment, à la mère patrie. Si aucune solution conventionnelle ne se présentait, le Kremlin pourrait faire d'autres choix pour assurer ce qu'il considère comme son intégrité terri-



Le mythe de la fin de l'histoire est né dans l'euphorie de la victoire contre le totalitarisme soviétique. Il exprimait une certaine naïveté, mais aussi une formidable confiance des Américains en l'avenir de leurs valeurs et du système libéral, qu'ils ont cru voués à s'étendre au monde entier”.

toriale, d'autant plus que la base de Sébastopol est indispensable à sa marine de guerre. Les risques d'engrenage sont aujourd'hui maîtrisés. Mais le resteront-ils demain ?

Le scénario d'un conflit avec la Turquie en Méditerranée orientale semble passé de mode. Pourtant, le président turc Erdogan n'a pas changé d'un iota son logiciel concernant Chypre et la Grèce, tout comme sa stratégie d'influence au Moyen-Orient. Comment expliquez-vous que l'on ferme les yeux à ce point sur le risque géopolitique turc ?

La Turquie mène une politique dangereuse mais intelligente en cherchant à se rendre indispensable. Elle tire particulièrement profit de la guerre en Ukraine. Depuis le début du conflit, elle s'est rendue indispensable à tous sans jamais se brouiller avec personne. Elle est devenue une pièce essentielle dans la confrontation entre l'OTAN et la Russie. Cela la rend intouchable. Les Turcs ont également profité de la guerre en Ukraine pour avancer leurs pions en Asie centrale au détriment de l'Arménie, sacrifiée à des intérêts géopolitiques supérieurs par les démocraties comme par la Russie qui, paradoxalement, sont toutes attachées au maintien de la souveraineté et de l'intégrité arméniennes. Enfin, d'un point de vue strictement français, Paris est trop isolée diplomatiquement pour le moment pour se permettre de pointer du doigt la menace turque. Elle reste en revanche vigilante. Les Grecs ont ainsi conscience que la France est la seule puissance sur laquelle ils peuvent compter face à la menace persistante que fait peser Ankara sur leurs intérêts et leur intégrité.

L'Iran, la Chine, la Russie, la Corée du Nord se rapprochent chaque jour davantage les uns des autres, défiant le camp des démocraties. Si chacun de ces pays a par ailleurs son propre agenda géopolitique, en quoi leur alignement représente-t-il une menace élevée pour l'équilibre du monde “libre” ?

Je suis sceptique quant à la solidité de leur rapprochement. Il y a plutôt une saisie d'opportunités conjoncturelles entre ces pays aux intérêts contradictoires. Ils voient le moyen d'affaiblir l'influence des démocraties et de réduire le leadership géopolitique américain. Cela représente un danger, non pas de guerre bloc contre bloc, mais d'explosion du système international actuel. Car ces pays demeurent des puissances révisionnistes qui pourraient bien atomiser les relations internationales. Un monde multipolaire et l'équilibre des puissances sont la meilleure des garanties pour la paix. En revanche, le désordre et le démantèlement brutal de l'ordre actuel seraient lourds de



VYACHESLAV PROKOFYEV/SPLUT/SIPA

Vladimir Poutine reçoit les Présidents Ouzbek et Kazakh, Shavkat Mirziyoyev et Kassym-Jomart Tokayev, le 7 octobre 2023, dans sa résidence de Novo-Ogaryovo, près de Moscou, lors de négociations portant sur l'approvisionnement de leurs pays en gaz russe.

conflits potentiels, non seulement pour les démocraties mais surtout pour les États les plus fragiles et les régions les plus instables.

La révolution anti-islamiste qui se joue en Iran semble dépasser la France. Pourtant, elle aurait intérêt à soutenir les oppositions iraniennes, qui défendent des valeurs démocratiques et laïques. Qu'est-ce qui explique qu'elle ne soit plus à l'avant-garde de changements de paradigmes géopolitiques qui correspondent pourtant à ses valeurs ?

Comment soutenir les oppositions iraniennes ? Quels seraient les moyens d'action de la France ? L'Iran est déjà isolé, soumis à des sanctions qu'il serait difficile de durcir encore. Depuis que les Américains ont dénoncé l'accord sur le nucléaire sous la présidence Trump, les options se réduisent. Une intervention militaire est hors de portée sans l'armée américaine et son coût serait rédhibitoire. De toute manière, la notion d'ingérence est tombée en miette depuis les interventions en Irak et en Lybie, où les remèdes ont été bien pires que le mal. Il pourrait rester le *soft power* français et la capacité à agir indirectement par l'influence de son modèle. Les peuples qui aspiraient à la liberté tournaient jadis les yeux vers Paris. Manifestants et insurgés chantaient *La Marseillaise*. Il fallait tenir compte de la diplomatie d'un pays vers lequel se tournaient les masses. Cet atout inestimable est, au moins momentanément, perdu. La France doit s'attacher à reconquérir les imaginaires et, pour cela, assumer et cultiver “l'exception française” en termes politiques, culturels ou stratégiques.

La conquête spatiale prend de plus en plus d'importance et l'espace devient un nouveau champ de bataille. Quelle est la place de la France dans ce domaine ?

La France compte parmi les principales puissances militaires spatiales du monde. Elle a mené son premier exercice militaire spatial en 2021. Ses satellites militaires lui confèrent des capacités d'observation dont il n'existe que peu d'équivalent. Destinée au renseignement électromagnétique spatial, la constellation de satellites espions Ceres a été mise en orbite en 2021, en même temps que les satellites de télécommunication Syracuse IV.

Paris compte se doter d'ici 2030 de “satellites patrouilleurs guetteurs” pour défendre son réseau spatial contre des entreprises hostiles. Ceci dit, la France n'a de toute façon pas les moyens de poursuivre seule la course spatiale, d'autant plus que la connaissance et la recherche sont de plus en plus éparpillées. Un de ses défis va être de convaincre ses partenaires européens de fournir des efforts significatifs pour sanctuariser l'autonomie spatiale du continent plutôt que de s'en remettre, dans ce domaine comme tant d'autres, aux Américains. Les Européens ne peuvent plus se permettre de conduire des projets décausés sans une vision stratégique globale. Derrière les intouchables géants chinois, l'Inde montre des ambitions importantes et la Russie demeure dans la course. D'autres acteurs émergeront dans les années à venir. Vital, le domaine spatial devient de plus en plus concurrentiel.

Pourquoi le wokisme et le néo-progressisme, ainsi qu'une certaine forme de relativisme

géopolitique, ont-ils pris tant de place dans le débat en Occident, alors qu'ils abaissent par essence toute forme de pensée politique ? Finalement, le grand ennemi des démocraties ne se trouve-t-il pas dans la déconstruction ?

Dans le monde contemporain, le principal danger qui menace les grandes nations n'est pas la destruction, mais la dislocation. À ce titre, le wokisme représente effectivement une menace majeure. Le wokisme est peut-être conciliable avec un État de droit. Il ne l'est en revanche pas avec la démocratie. Il substitue les rapports de force entre communautés à la culture démocratique du compromis entre citoyens. D'autre part, il introduit un déterminisme de “race” qui n'est qu'une résurgence du déterminisme de classe de la société d'ordre de l'Ancien Régime. Sa matrice est essentiellement nihiliste. Le wokisme a enfermé la France dans la notion de race qui bat en brèche sa pensée universaliste et lui est totalement étrangère. N'oublions pas qu'en 1920, la France a soutenu une proclamation en faveur de l'égalité des races à la Société des Nations à laquelle les Anglo-Saxons ont opposé leur veto.

Ainsi se répand l'image d'un État français qui n'aurait plus de légitimité à intervenir à l'extérieur de ses frontières, parce qu'il serait colonialiste, alors que dans le même temps, sur le plan intérieur, l'idée de citoyenneté s'effiloche au profit de celle de consommateur. On remarquera que les diasporas étrangères, qui sont traditionnellement les meilleures ambassadrices de la France, ont cette fois-ci relayé les narratifs hostiles aux opérations militaires et diplomatiques menées en Afrique. Ce retournement est particulièrement inquiétant. Il est révélateur de fractures béantes au sein de la société française, mais aussi d'une certaine méconnaissance de la guerre de l'information et d'une incapacité à en contrer les attaques.

Le wokisme combat les notions d'héritage, de culture et d'autorité. Il rejette les idées de sacrifice et de service au profit d'une communauté de destin. C'est en cela qu'il s'agit d'une forme de pathologie sociale. Agissant à l'extérieur comme un puissant répulsif, il nourrit le narratif russe, chinois et islamiste d'une décadence des démocraties. À l'intérieur, il mine les forces morales des nations à l'heure même où la compétition globale marque l'avènement de ce que la doctrine stratégique britannique nomme “les guerres de sociétés”. L'avenir appartient aux États-nations soudés, capables de suivre avec constance une vision stratégique claire. ●

INTERDICTION DE L'ABAYA À L'ÉCOLE

François Kraus

“Les Français jugent indéniable le caractère religieux de l'abaya”

Un an après l'enquête qu'il a dirigée pour Ecran de Veille (Observatoire des enseignants face à l'expression du fait religieux à l'école, octobre 2022), dans laquelle les problématiques liées au port de l'abaya et du qamis à l'école ont été sondées pour la première fois, François Kraus, le directeur du pôle Politique / Actualités à l'Ifop, a mené une enquête d'envergure, réalisée pour nos confrères de Charlie Hebdo, suite à l'interdiction de ces tenues à l'école publique.

Propos recueillis par
Gérard Legraud

Dans cet entretien, il revient sur les principaux enseignements de cette étude composée de deux volets : un sondage réalisé auprès d'un échantillon national représentatif de 2 145 personnes âgées de 18 ans et plus, et une recherche documentaire sur le caractère religieux de l'abaya et du qamis et la manière dont ces tenues sont présentées aux acheteurs et acheteuses français par les marchands et les marques qui les commercialisent.

Quels sont les principaux enseignements de cette étude que vous avez réalisée pour Charlie Hebdo ?

François Kraus : Au regard des résultats de cette étude menée auprès d'un échantillon deux fois plus large qu'à l'accoutumée (2200 personnes), force est de constater que l'interdiction des abayas et qamis annoncée par le ministre de l'Éducation nationale Gabriel Attal fait l'objet d'un quasi-consensus : 81 % des Français approuvent cette interdiction, soit un soutien encore plus élevé que celui observé il y a une vingtaine d'années à propos de la loi interdisant les signes religieux (73 % en avril 2004).

Allant dans le même sens que d'autres études menées sur de plus petits échantillons (ex : 82% d'après un sondage CSA/Cnews du 29 août, 71 % selon une enquête Elabe/BFMTV des 29 et 30 août), cette enquête Ifop/Charlie Hebdo a donc le mérite de montrer combien l'opinion

des Français est en phase avec la position du corps enseignant sur le sujet : une enquête Ifop/Ecran de Veille menée l'an dernier auprès de 1000 enseignants du primaire et du secondaire ayant montré que 82 % d'entre eux étaient opposés au port des abayas et qamis dans les établissements publics.

Et à l'exception des Musulmans - qui sont contre cette mesure pour les deux tiers d'entre eux (66 %) -, on note qu'elle est soutenue majoritairement dans toutes les catégories de la population, y compris les jeunes (63 %) et les habitants des banlieues populaires (71 %) qu'on aurait pu croire plus partagés sur le sujet.

Les leaders des Insoumis et d'EELV se sont opposés à cette interdiction. Quid de leurs électeurs ?

Les critiques émises à l'encontre de la décision du Ministre par plusieurs personnalités de la gauche radicale (ex : Thomas Portes, Mathilde Panot, Manuel Bompard, Sandrine Rousseau...) semblent loin d'être partagées par leurs électeurs. Par exemple, 79 % des sympathisants EELV approuvent l'interdiction des abayas et des qamis, soit une proportion semblable à ce que l'on observe chez les sympathisants socialistes et communistes (73 % à 81 %). Si un tel unanimité n'est pas en soit surprenant chez des électeurs écologistes qui sont beaucoup plus sensibles que la moyenne aux différentes formes d'injonctions (ex : vestimentaires, corporelles...) qui pèsent sur les femmes, il amène néanmoins à relativiser le poids des critiques de



79 % des abayas et qamis vendus en France sont présentés avec un caractère religieux explicite.



MUBASHIR HASSAN/PACIFIC PRESS/SH/SIPA

70 % de Français partagent la position du ministre de l'Éducation nationale considérant les abayas et qamis comme des tenues à caractère religieux.

certaines députées EELV, notamment celles de Sandrine Rousseau et Sandra Regol qui ont dénoncé dans cette décision une forme de contrôle du corps des femmes.

Certaines figures néo-féministes se sont aussi opposées à l'interdiction de l'abaya. Cette position est-elle partagée par l'ensemble des personnes se disant féministes ?

Les positions prises par des personnalités féministes comme Sandrine Rousseau ou Clémentine Autain ne semblent pas non plus très représentatives de celles des féministes françaises en général et des militant(e)s engagé(es) dans les associations féministes en particulier. En effet, si certaines voix affirment que la décision du Ministre irait à l'encontre des droits des femmes, les personnes se disant féministes soutiennent en réalité très fortement cette interdiction (81 %) même si, il faut le relever, les femmes féministes (78 %) y sont un peu moins favorables que les hommes féministes (86 %).

L'argument le plus souvent avancé par ceux qui s'opposent à l'interdiction de l'abaya consiste à nier son caractère religieux. Qu'en pensent les Français ?

Si la dimension religieuse de cette longue robe fait l'objet d'un débat public, ce n'est pas vraiment le cas pour les Français : 70 % d'entre eux partagent le point de vue du Ministre pour qui les abayas et qamis ont un caractère religieux. Ce qui fait débat, c'est aussi et surtout la manière dont ce vêtement est aujourd'hui vendu aux jeunes sur les sites de ventes en ligne.

Certains responsables du CFCM ont apporté de l'eau au moulin de ceux qui nient le caractère religieux de l'abaya. Qu'en est-il pour ceux qui la vendent et/ou achètent ?

En effet, si le vice-président du CFCM, Abdallah Zekri, a jugé que l'abaya était « une forme de mode » qui « n'a rien à voir (avec la religion) », cet avis est en totale contradiction avec la manière dont ces tenues sont, aujourd'hui, présentées en France par ceux qui les vendent sur Internet, que ce soit sur des plateformes généralistes (ex : Amazon, Alibaba...) ou sur la myriade de sites marchands communautaires spécialisés dans la « modest fashion ».

Afin de mettre en perspective le point de vue des Français(es) sur le caractère religieux de ces tenues avec la manière dont l'abaya et le qamis sont présentés réellement à leurs acheteurs/tes en France, l'Ifop a analysé l'intégralité des annonces de ventes d'abayas et de qamis proposées par les pages du moteur de Google en langue française en suivant les mots clés «abaya», «qamis» ou «abaya ventes» / «qamis pas cher» entre le 30 août et le 1^{er} septembre 2023. De cette recherche reposant sur un échantillon de 144 annonces en ligne, il ressort que :

- 79 % des abayas/qamis vendu(e)s en France sur Internet sont, soit présentés avec un caractère religieux explicite (53 %), soit vendus sur des sites ne proposant que des produits à caractère religieux explicite (26 %). Par caractère religieux explicite, l'Ifop entend des annonces où l'abaya / le qamis est associé(e) par exemple à des termes comme «religieux», «islamique»... - 21 % des abayas/qamis vendu(e)s en France

sur Internet ne sont pas présentés avec un caractère religieux explicite : l'Ifop a considéré que les notions de «modestie» ou de «pudeur» présentées par les vendeurs en ligne n'ont pas en elles-mêmes un caractère religieux explicite. Toutefois, si on considère que les notions de «modestie» ou de «pudeur» sont le fruit d'une injonction d'origine religieuse, la proportion d'abayas/qamis vendu(e)s sans références religieuses tombe à 14 %...

Et si on veut pousser plus loin la recherche pour savoir comment sont marketées ces tenues sur le marché français, il suffit par exemple de se rendre sur le site Alibaba où 1,2 million d'abayas sont vendues dans la catégorie «vêtements islamiques». Mais c'est surtout sur la myriade de sites marchands de «modest fashion» qui mettent pour la plupart - mais pas tous - en avant la conformité de leurs tenues avec la religion musulmane.

Enfin, certains adoptent une présentation ultra-conservatrice des tenues qui masque les cheveux et le corps des mannequins mais gomme aussi leur visage à posteriori par informatique, invisibilisant les femmes dans une atmosphère à la «servante écarlate» qui ne choquera pas que les féministes...

Au regard de ce premier recensement des annonces de ventes en ligne des abayas et qamis, il apparaît donc improbable que ces tenues n'aient pas de caractère religieux pour ceux et celles qui les achètent. Sinon, pourquoi les personnes qui les vendent se donneraient la peine de mettre en avant le fait que ces tenues répondent à des prescriptions religieuses... ●

ABAYA

Quand le séparatisme devient partie prenante de la foi !

On ne saurait comprendre l'extrémisme islamique sans s'être au préalable libéré de la langue de bois et des discours "pas-de-vaguistes" trompeurs. Car, c'est cette incapacité chronique à saisir son essence qui permet à l'islamisme de continuer à se durcir et à recruter, tout en se métamorphosant pour brouiller les cartes.

Par **Hamid Zanaz**
Ecrivain et essayiste, dernier ouvrage paru « *L'Europe face à l'invasion islamique* » (Editions de Paris, 2019)



L'exemple de l'abaya est édi-
fiant : vous avez interdit le voile
à l'école ? Parfait, nous en avons
un de rechange ! Et le respect de
notre religion reste intact : « *Ô
Prophète ! dis à tes épouses, à tes
filles et aux femmes des croyants
de serrer sur elles leurs voiles !
Cela sera le plus simple moyen qu'elles
soient reconnues et qu'elles ne soient
point offensées [...]* », (sourate 33 verset 59).
Et : « *Dis aux croyantes [...] de rabattre leurs
voiles sur leurs gorges [...]* », (sourate 34,
verset 31).

Abaya, voile ou autres tenues islamo-com-
patibles, le but non avoué est le même : couvrez
ce corps que je ne saurais voir ! Quand les jeunes
filles concernées affirment que l'abaya est leur pu-
deur, les idiots utiles de l'islamisme volent à leur se-
cours en disant que ce n'est qu'une mode vestimentaire,
comme s'ils ignoraient que, pour ceux qui la préconisent et celles
qui la portent, l'abaya n'est pas un simple habit ou un morceau de
tissu, mais un condensé de charia.

Or, si l'abaya cache le corps de la femme musulmane et la
distingue de la *moutabaridja* (la dévergondée), elle dévoile le
séparatisme latent que l'on veut cacher au grand public. L'abaya
n'est, en réalité, que l'arbre qui cache la forêt séparatiste. Elle
n'est que la partie émergée de l'iceberg islamique en France et
plus globalement en Occident.

Les composantes immergées de cet iceberg ont pour base la
multiplication des lieux de culte. Quel est le véritable rôle de la
mosquée en France et en Occident aujourd'hui ? Elle n'est pas
un espace exclusivement réservé à la foi, la prière, la spiritualité...
C'est aussi et surtout une machine à fabriquer une identité,
une idéologie, une psychologie... qui seront ensuite mobilisées
par des agents "islamisateurs" contre la culture laïque du pays
d'accueil, qualifiée d'"agressive" et d'islamophobe. La construc-
tion massive des mosquées en France n'a pas uniquement pour

but d'offrir aux Croyants des lieux de prières.
C'est également un outil de conquête et d'occu-
pation d'un territoire où on islamise, endoctrine,
sépare...

Ainsi, ces mosquées politisées implantées au
cœur de l'Occident ont pour fonction de réchauf-
fer la foi militante et légitimer les voix appelant
au séparatisme. On est loin de l'idéal souhaité
par les autorités publiques d'un islam apaisé et pu-
rement spirituel.

Il suffit de décrypter les dénominations des
mosquées construites en France pour s'en
rendre compte. Des mosquées ainsi baptisées :
mosquée Abou Bakr (du nom du premier Ca-
liffe de l'islam), mosquée Omar Ibn al-Khattab
(deuxième calife), mosquée Othmane Ibn Af-
fane (troisième calife), Mosquée Ali (quatrième
calife), Mosquée Khalid Ibn al-Walid (général
sanguinaire, surnommé Sayf Allah al-Maslul, l'épée
menaçante d'Allah), mosquée Hamza (oncle paternel du
prophète, désigné comme le "lion d'Allah"), mosquée Oqba Ibn
Nafi'e (gouverneur et général arabe, conquérant de l'Afrique du
Nord), Mosquée Tariq Ibn Ziyed (le général qui a conquis l'An-
dalousie), mosquée Ibn Taymiyya (le plus radical des théolo-
giens musulmans, théoricien du djihad contre tous les non-Mu-
sulmans), mosquée Da'wa (qui signifie "prosélytisme").

Or, quel sens y a-t-il à donner à une mosquée, implantée
dans une ville européenne du XXI^{ème} siècle, le nom d'un calife
conquérant et antisémite, d'un général sanguinaire, ou d'un
théologien intégriste honni au sein même des pays musulmans ?
Bien entendu, il y a d'autres mosquées qui ont pour noms : al
Nour (lumière), al Rahma (la pitié), Salam (la paix), mais elles
ne représentent qu'une infime minorité...

La mosquée est ainsi devenue l'antidote de l'école républi-
caine qui, par son éducation laïque, est perçue comme une me-
nace pour l'identité de l'enfant musulman. Pour les "protéger",
beaucoup de Musulmans envoient leurs enfants à la mosquée
apprendre l'arabe, la langue du Coran, et la charia.



Pancarte opposée à l'interdiction de l'abaya à l'école publique lors de la "marche pour la Justice et contre les violences policières" à Paris, le 23 septembre 2023.

Des imams intégristes font un travail de sape séparatiste dont
l'objectif est de transformer la société française. Pour eux, la
femme est un être volage. « *Elle pourrait être tentée par l'adul-
tère* », prêchent-ils. Il faut donc la surveiller. Ève, la pécheresse,
doit vivre éternellement sous tutelle, confinée dans un voile, un
Hijab, une Burqa, une abaya. Pour se débarrasser du désir qu'elle
pourrait susciter, il faut l'effacer de l'espace public. Telle est la
réalité qui se cache derrière des mots trompeurs comme
"pudeur", "identité culturelle" ou "spiritualité".

Les imams et tous ceux qui voilent leurs femmes
pensent que la société française est obscène, toujours
en guerre contre la pureté de la femme musulmane et
constitue, donc, une menace permanente pour sa dignité.
L'imam à l'intérieur de la mosquée et même à l'ex-
térieur apparaît tel un "sauveur", un "chef de fil" et un "guide"
au sens politique et non seulement spirituel. Il dirige les prières
et supervise aussi l'accomplissement des rituels religieux en de-
hors de la mosquée.

Noyer le "Je" dans le "Nous" est le travail essentiel de l'imam.
Une logique qui veut que l'individu ne s'appartienne pas, mais
relève d'une communauté religieuse qui le sépare de la commu-
nauté nationale, le pousse à refuser les lois de la République et

ses valeurs au profit de la charia. « *Dans l'islam, la notion de
citoyenneté n'existe pas* », affirmait - sans sourciller - l'ancien
président de la branche française des Frères musulmans, Amar
Lasfar. Et d'ajouter : « *Celle de communauté est très importante,
car reconnaître une communauté, c'est reconnaître les lois qui la
régissent.* » Une fois n'est pas coutume, je dirais que je suis tout
à fait d'accord avec ce leader islamiste ! Car, de par sa pratique

"Quand l'État résiste et cherche à imposer ses lois aux Musulmans comme pour les autres citoyens, les Islamistes lui contestent ce droit et crient au racisme et à l'islamophobie"

actuelle, dans la vie de tous les jours, l'islam prouve qu'il ne
cherche jamais à s'accorder au réel. Au contraire, il s'agit d'une
religion qui œuvre pour que le réel s'adapte à elle. Prétendre le
contraire, c'est tout simplement faire l'autruche.

Et lorsque de temps en temps l'État résiste, cherche à im-
poser ses lois aux Musulmans comme pour les autres citoyens, les
islamistes lui contestent ce droit et crient au racisme et à l'isla-
mophobie. ●

HOMMAGE

Jacques Julliard

“La gauche n’a plus besoin qu’on la tue, elle s’en charge elle-même !”

Illustre figure intellectuelle et humaniste, grand historien de la gauche française, doyen des chroniqueurs et éditorialistes de la presse parisienne qu’il a enrichie de ses analyses affûtées et ses opinions éclairées durant plus d’un demi-siècle, Jacques Julliard est décédé le 8 septembre dernier, à l’âge de 90 ans.

« Une grande voix républicaine, humaniste et socialiste vient de s’éteindre. Jacques Julliard chérissait la Nation sans jamais perdre de ses engagements européens. Il ne cédait rien sur les valeurs universelles et sur la laïcité sans jamais étouffer sa foi vibrante. Il militait infatigablement pour le socialisme émancipateur, sans jamais lui pardonner ses fautes et ses faiblesses. Il se moquait des appartenances et des lignes dès lors qu’elles offraient l’opportunité d’un débat élevé et d’une confrontation fructueuse. La presse perd l’une de ses plus belles plumes, la gauche l’un de ses intellectuels les plus féconds, la France l’un de ses amoureux les plus transis, et nous un ami. », écrit l’ex-Président François Hollande dans un vibrant hommage à l’auteur de “La gauche et le peuple”.

En décembre dernier, Jacques Julliard nous a reçus pour un grand entretien, dans le cadre d’un Hors-Série d’Ecran de Veille intitulé “Résister à la crétinisation du monde?”. En historien critique, il déplorait dans cet entretien la délégitimation populaire de sa famille politique, considérant que le fait d’« abandonner l’universalisme est suicidaire pour la gauche » et concluait, non sans une pointe d’amertume, qu’« il est désolant, quand on est un homme de gauche, d’être amené sans arrêt à charger la barque de son propre camp. Je le fais sans plaisir et moins souvent que je n’en ai envie ! »

Propos recueillis par
Atmane Tazaghart

La gauche semble à l’agonie. Est-ce la phase terminale ou décelez-vous l’espoir d’une prise de conscience ? Comment faire renaître une intelligence politique dans la famille qui est la vôtre et dont vous ne cessez d’observer, de décrire les mutations et les errements ?

Jacques Julliard : Il y a deux raisons qui empêchent la gauche de revenir au pouvoir. La première, c’est le glissement de son axe à l’extrême gauche. La seconde, c’est sa relation avec l’Islam. Sur le premier point, c’est simple : la gauche n’a gagné et obtenu de majorité que lorsque son axe était suffisamment central ou centriste. Prenons l’exemple de la Quatrième République : tant que les communistes ont été dominants, il n’a pas été question pour la gauche, hormis l’épisode Guy Mollet, de revenir. C’est à partir du moment où les socialistes, sous la direction de François Mitterrand, ont regagné du terrain sur le parti communiste que la gauche dans sa totalité est redevenue majoritaire. Il y avait d’ailleurs une certaine bonne volonté des communistes à accepter cette situation. Déjà, en 1936, Maurice Thorez, par ailleurs un stalinien de la plus belle eau, avait compris que le Front populaire devait rassurer. Il avait insisté pour que les mesures soient modérées et même proposé l’élargissement du Front populaire vers la droite ! Ceci prouve bien que le phénomène est mécanique. Il s’agit d’attirer les électeurs

centristes vers la gauche. Aujourd’hui, si cette gauche présente une figure révolutionnaire, ou plutôt agitatrice, “bousculeuse” comme disait Proudhon, les électeurs partis chez Marine Le Pen ou chez Emmanuel Macron y restent et y resteront. Or, rien ne montre que la gauche est en train de le comprendre. Au contraire, son principal responsable, Olivier Faure, totalement inconnu du public, a accepté sa subordination de fait aux Insoumis. Et ce ne sont pas les cabrioles des écolos qui vont améliorer la donne.

Pourquoi citez-vous le rapport à l’Islam comme seconde raison principale de la chute ?

Je précise que j’entends par la relation à l’Islam le regard porté sur le phénomène musulman dans la société française. D’abord, je vois que la gauche agit au nom de sa tolérance traditionnelle. Depuis le 18^{ème} siècle, il y a toujours

l’idée dans la gauche française que par rapport à un catholicisme jugé infréquentable, les sages orientales seraient beaucoup plus compatibles avec une société démocratique. Cela continue à jouer mais il s’y ajoute aussi l’anticléricalisme. Car paradoxalement, le catholicisme ne bénéficie nullement de la tolérance de la vieille gauche à l’égard de l’Islam. Dans ce schéma mental, toute transgression de la laïcité de la part de l’Église est relevée avec vigueur. Alors qu’on admet nombre de transgressions de la part de l’Islam. Ceci explique cela : le catholicisme étant vu comme l’intolérance, même tout ce qui n’est pas catholique est regardé avec une certaine bienveillance. C’est d’autant plus absurde que l’Islam a fait un chemin considérable dans le sens de l’intolérance, tandis que le catholicisme français (qui accepte parfaitement la laïcité) a évolué en sens inverse. L’Église, en perte de vitesse numériquement et moralement,

cherche surtout à conserver ses ouailles. Si à une époque, elle a tenté d’influencer la politique française, elle le fait de moins en moins. Sa dernière manifestation remonte au Mariage pour tous et je ne suis même pas sûr qu’elle recommencerait. L’Église se fait toute petite en espérant passer à travers les gouttes.

Ensuite, il y a la mauvaise conscience de la gauche à l’égard du monde musulman, consécutive à la décolonisation et plus précisément à la guerre d’Algérie. La gauche de Guy Mollet martèle, rappelons-le : « L’Algérie c’est la France ! ». François Mitterrand, ministre de la Justice, envoie à la guillotine un certain nombre de terroristes algériens. Depuis, la gauche a un complexe. Elle sait qu’elle a été condamnée par à peu près tout le monde à cause de son attitude effectivement stupide pendant la guerre d’Algérie. Depuis, elle a tellement peur de retomber dans le “Molletisme” qu’elle fait exacte- »



SIMONISABELLE/SIPA

Bio express

1933
Naissance à Brenod, dans l’Ain.

1955
Rejoint la revue Esprit.

1956
Anime la Conférence étudiante de l’UNEF « Pour une solution au problème algérien ».

1959/1961
Appelé en Algérie.

1968
Fonde le département d’Histoire de l’Université de Vincennes. Publie « Naissance et mort de la Quatrième République » (Calmann-Lévy).

1969
Entre au Nouvel Observateur.

1974
Adhère au Parti socialiste.

1989
« La République du Centre » (Hachette).

1990
« Le Génie de la liberté » (Le Seuil).

ment l'inverse. C'est une espèce de réflexe conditionné bien plus qu'une attitude raisonnée. Elle ne se demande pas si le nationalisme algérien qu'elle a connu en 1956 est la même chose que l'islamisme d'aujourd'hui. Ayant connu l'un et l'autre, je peux vous assurer du contraire, en confessant d'ailleurs que je n'avais pas perçu les germes de l'islamisme dans ce nationalisme. Cela n'aurait rien changé car il fallait que l'Algérie retrouve son indépendance.

Et puis, il y a l'électoratisme. Partout où les Musulmans constituent une force électorale significative, cela pèse dans les options politiques. D'autant plus que, de manière très discrète mais de plus en plus évidente, l'Islam s'est organisé en groupe de pression électorale. Aux élections locales, la gauche est contente d'avoir le renfort des Musulmans pour l'emporter.

Et le renfort de l'islamisme, notamment celui des Frères musulmans qui ont appelé ouvertement à voter pour Jean-Luc Mélenchon.

Tout à fait. Enfin, le dernier facteur et non le moins important, c'est la peur. L'Islam fait peur. Je pense au monde de l'école. Depuis l'assassinat de Samuel Paty, et même bien avant, beaucoup d'enseignants reconnaissent en privé qu'ils ont peur et ne peuvent plus aborder des sujets qui touchent à l'Histoire et à la religion. L'Islam politique, en peu de temps, a réussi à éliminer de l'école la plupart des choses qui lui déplaisaient. Voilà la vérité !

Cet ensemble de facteurs considérables explique pourquoi tant de gens ne voteront plus à gauche. Cette clientèle en déshérence, c'est un peu des "Chiens perdus sans collier". La gauche se cherche. Si elle est bourgeoise, elle vote pour Macron. Si elle est de milieu populaire, elle vote pour l'extrême droite, Marine le Pen ou Éric Zemmour. Si la gauche ne prend pas conscience de ces phénomènes, elle n'est pas près de retrouver le pouvoir.

Comment expliquez-vous le renoncement à des valeurs qui constituaient le socle de la



Il est désolant, je vous l'assure, quand on est un homme de gauche, d'être amené sans arrêt à charger la barque de son propre camp. Je le fais sans plaisir et moins souvent que je n'en ai envie !"

pensée de gauche : la laïcité, le républicanisme, l'universalisme ?

Il est exact qu'aujourd'hui, se déclarer être un fervent défenseur de la laïcité vous classe plutôt à droite qu'à gauche. Je m'interroge souvent sur cette rupture dans la transmission culturelle, cette infidélité de la gauche à ses propres valeurs. Je n'ai pas trouvé de réponse satisfaisante. Je pense que la gauche a perdu tous ses instruments de formation.

La conscience républicaine se forgeait un peu dans les partis, beaucoup dans les syndicats, mais il y avait aussi tout le tissu associatif. Et quand l'éducation et la transmission des valeurs ne sont plus présentes, on s'aperçoit vingt ans plus tard des conséquences.

Nous avons donc une gauche qui ne croit plus à grand-chose et se révèle incapable de prouver aux électeurs qu'en votant pour elle, on pourrait rétablir ses valeurs...

Et les intellectuels n'ont pas eu le beau rôle dans cette affaire. Leur lâcheté morale est ancienne. Non seulement, ils n'ont pas aidé au maintien de la conscience républicaine mais encore, ils l'ont démolie chaque fois qu'ils ont pu. Les exemples les plus flagrants sont Sartre, Michel Foucault qui était revenu d'Iran enchanté au moment de la Révolution de Khomeïni. À l'époque, j'étais à l'*Observateur*, et Foucault était intouchable. Il avait été ravi de ses contacts avec les autorités iraniennes qui lui faisaient entrevoir un changement dans la nature des relations entre le religieux et le politique... J'étais un modeste journaliste à l'époque, mais j'ai tenu à faire mon papier, la semaine suivante, sur la laïcité. Aujourd'hui, parmi les intellectuels présents en nombre sur les chaînes d'information en continu et dans tous les médias, bien peu défendent les idées républicaines.

À cette mauvaise conscience coloniale que vous évoquiez et à cette lâcheté, s'est ajoutée la crainte d'être taxés d'islamophobie et de racisme en défendant la laïcité.

Être traité d'islamophobe par un islamiste, ce n'est pas grave. Mais être traité d'islamophobe par un intellectuel de renom ou dans un journal de renom, c'est très grave. Moi-même, pour avoir dit une fois que Zemmour, au début de sa campagne, posait des questions que personne n'osait poser, j'ai été immédiatement dénoncé dans le quotidien *Le Monde*. Au rôle joué par les intellectuels, il faut donc ajouter celui exercé par les médias très souvent influencés par ces intellectuels ou par des journalistes qui jouent aux intellectuels. Cela s'appelle l'intimidation. Ce qui est étonnant, c'est que personne ne s'en étonne plus ! Il est vrai que la France ne joue plus de rôle intellectuel majeur en Europe...

Comment expliquez-vous cette exception française qui fait que toute la gauche, dans



SIMON ISABELLE/SPISA

notre pays, est inféodée à l'extrême gauche, aux Insoumis, alors que partout en Europe, la social-démocratie est le pivot des alliances au pouvoir ?

En Europe, le terme de social-démocratie est effectivement plutôt laudatif. Ailleurs, c'est bien : en France, la social-démocratie, c'est mal ! Au mieux, c'est être minimaliste en matière sociale ; au pire, c'est être un traître. Voilà un héritage de la période stalinienne dont on ne s'est jamais débarrassé. Là encore, nous sommes un pays dominé par des intellectuels médiocres. Par des gens qui n'ont plus d'autonomie de pensée et manquent de courage. Pas question de reconnaître que la révolution n'est plus un objet politique ! Résultat : la coupure en France entre les intellectuels et la social-démocratie française s'est perpétuée. Ils ont fui dans une espèce de vague moralisme...

Comment analysez-vous le phénomène "woke" qui nous vient des États-Unis et aggrave encore le reniement de la gauche, le féminisme ou l'antiracisme s'étant détournés de l'universalisme pour muer en sectarismes ?

L'universalisme est complètement lié à une certaine vision de la politique. Une politique qui considérait que les Blancs et les Noirs, les hommes et les femmes, les riches et les pauvres devaient être traités par l'État et les instances de la société de la même manière. La critique de cet universalisme consistait à dire qu'il s'agissait là d'hypocrisie puisqu'en les traitant de la même manière, on jetait le voile, si j'ose dire, sur les différences en les renforçant. Aujourd'hui, le féminisme est devenu une manière de faire de la politique alors qu'il ne saurait se substituer à la politique sous peine d'être à son tour une mystification. Il y a donc une crise de l'universalisme.

Pour Michel Onfray, tout universalisme est forcément un impérialisme...

Abandonner l'universalisme est suicidaire pour la gauche. Elle n'a décidément pas besoin qu'on la tue, elle s'en charge elle-même ! L'exacerbation des particularismes - les migrants, les femmes, les minorités sexuelles - déferle donc sur la France. C'est d'autant plus amusant que la plupart du temps, les moteurs de ces tendances affichent un antiaméricanisme flamboyant. La

France n'arrive plus à se servir des leçons de l'Histoire. Comme si elles n'étaient plus intégrées à la pensée politique. À trois reprises, les États-Unis nous ont sauvés : de l'oppression ou de la défaite en 1914, du nazisme en 1944, et du stalinisme pour la période suivante. Cela mériterait un tout petit peu de considération. Là aussi, la gauche française a une très grande responsabilité. Nous devons beaucoup aux États-Unis, même si je pense qu'il faille aussi leur résister. Là-dessus, de Gaulle me semble tout à fait exemplaire. Certes, il ne les aimait pas et on le lui rendait bien. Mais cela n'empêchait pas d'excellentes relations politiques. Chaque fois qu'il y a eu une tension entre l'Est et l'Ouest, l'allié le plus fidèle des États-Unis, ce fut la France gaulliste. Aujourd'hui, nous avons des gens qui, à l'inverse de de Gaulle, sont sous la pression idéologique de la pensée et de la société américaine mais affichent un anti-américanisme stupide. Ceci ne vaut pas seulement pour la gauche mais aussi pour la droite extrémiste. Il faudra bien qu'un jour la France fasse un examen de conscience sur sa relation avec les États-Unis.

Vous décrivez un malentendu dans la relation à l'Amérique. Comme un écho du déni qui délégitime le discours de la gauche en politique intérieure.

Oui. Certains courants ont avec les États-Unis un rapport aussi faussé et biaisé que celui que je décris à l'égard de l'Islam. Il est désolant, je vous l'assure, quand on est un homme de gauche, d'être amené sans arrêt à charger la barque de son propre camp. Je le fais sans plaisir et moins souvent que je n'en ai envie ! Je sais très bien que, dans le passé, les gens ont caché leur prise de distance avec la gauche derrière les reproches qu'ils lui faisaient. Il ne faut pas tomber dans ce travers. Nous sommes obligés de dire que la gauche est infidèle à elle-même et à ses valeurs et ne produit plus rien de neuf. Elle se raccroche à des totems. Surtout, elle n'a plus personne pour l'aider à penser et à se penser. ●



BELGIQUE

Cachez cette éducation sexuelle que je ne saurais voir !

Depuis quelques semaines, un acronyme fait beaucoup parler de lui en Belgique, au point que les médias français commencent à s'y intéresser. Il faut dire que six écoles ont été victimes d'une tentative d'incendie, que deux autres ont été vandalisées, et que deux manifestations de protestation rassemblant jusqu'à deux mille personnes ont eu lieu !

Diabole ! Que se passe-t-il donc de si terrible ?

La réponse tient en cinq lettres : EVRAS. Éducation à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle.

Depuis 2012, l'EVRAS à l'école est devenue obligatoire. Mais sa réalisation concrète laissait encore à désirer, en l'absence d'harmonisation tant de la mise en œuvre que des contenus. Aussi un guide de 300 pages a-t-il été concocté à destination des professionnels qui, dès 2023, interviendront obligatoirement à deux moments de la scolarité des élèves : en sixième primaire (11-12 ans) et en quatrième secondaire (15-16 ans). Et seuls les opérateurs labellisés seront autorisés à mener ces animations dans les écoles.

Que du positif, donc...

Sauf que ce guide contient quelques passages et formulations qui, malgré plusieurs tentatives de modification, restent problématiques. On le sent, l'idéologie est passée par là, puisqu'on y trouve des formulations telles que « *personnes ayant un utérus* » ou « *personnes ayant un pénis* », qu'on y parle de prise d'hormones et de chirurgie pour atteindre son « *point de confort* », ou encore de « *faire preuve d'esprit critique en regardant des films pornographiques* ».

Et c'est donc à très juste titre que des dents grincent et que certains en appellent à ce que ce guide soit retravaillé. Mais ce qui est assez amusant, c'est que jusqu'ici, les critiques venaient plutôt de la droite, les partis de gauche étant bien évidemment convaincus de la pertinence de l'inclusion à tous les étages (celle qui interdit de parler de "femmes" et honnit la binarité sexuelle) et des vertus de la déconstruction *urbi et orbi*.

Or, les récentes protestations contre l'EVRAS, radicales et parfois violentes, ne réclament pas seulement quelques modifications à la marge, non : c'est le principe même de l'EVRAS qui est mis en cause, par des gens qui estiment que deux animations de 2 heures sur l'ensemble de la scolarité d'un élève, c'est vicieux, scabreux, per-



Manifestation islamiste organisée le 7 septembre 2023 à Bruxelles, en protestation contre les cours d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS)

vers, une véritable incitation à la débauche venant menacer la pureté virgine des enfants.

Et ces contestations frontales de l'EVRAS ont fait apparaître une réalité que jusqu'ici, beaucoup niaient : la sainte alliance des extrémistes de droite et des musulmans fondamentalistes, ces derniers étant pourtant devenus le vivier de voix naturel de la gauche.

On a d'abord vu tout le gratin de l'islam "organisé" (la Diyanet de Belgique, la Fédération Islamique de Belgique, la Fédération des Mosquées Albanaises de Belgique, les Associations des Mosquées Africaines de Belgique, l'Union des Mosquées de Liège, la Communauté Islamique Bosnienne de Belgique et les Associations Culturelles Turques Islamiques Ehli-Beyt) publier un communiqué exprimant leur « *total désaccord* » avec le programme d'EVRAS, au nom des « *valeurs universelles et inviolables du cadre de l'éducation familiale et aux intérêts des élèves ainsi que de leurs familles* ».

Ensuite, la récente manifestation anti-EVRAS a rassemblé à Bruxelles, dans une émouvante communion, outre quelques antivax et Gilets Jaunes, une flopée de femmes voilées répondant à l'appel de Radya Oulebsir et des figures de la droite catholique intégriste telles qu'Alain Escada, le président de l'Institut Civitas - la branche politique de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X -, qui fit longtemps partie de l'extrême droite belge (Front Nouveau de Bel-

gique, Front National Belge, Mouvement Nation), Jean-Pierre Demol (ex-Nation) ou d'autres encore.

Activiste islamiste de longue date, dûment voilée, Radya Oulebsir critique l'EVRAS depuis plusieurs années et a également soutenu l'imam Iquioussen. Dans son discours, elle s'en est prise aux "ultraféministes", à Ni Putes Ni Soumises et au Centre d'Action Laïque. Car pour elle, c'est sûr : « *Les laïcarios-athées ont fait entrer le fascisme dans nos écoles* ».

Et là, soudain, on comprend mieux ce qui peut rassembler ces manifestants que tout semble opposer : d'une part des intégristes musulmans issus de l'immigration, de l'autre des catholiques traditionnalistes volontiers nostalgiques du nazisme. C'est la haine de la laïcité, du féminisme universaliste, de l'égalité, de l'émancipation ; en deux mots de la modernité et de la démocratie.

Sauf qu'aujourd'hui, les partis de gauche sont bien embêtés car ils voient une fraction non négligeable de leur électorat leur tourner le dos pour faire copain-copain avec tout ce qu'ils honnissent. À l'évidence, le projet de société de ces Musulmans-là, qui clamaient dans les rues leur attachement aux valeurs familiales traditionnelles, est infiniment plus proche de ce que promeuvent leurs équivalents chrétiens en matière de morale sexuelle. En deux mots : un papa, une maman, pas de sexe avant le mariage, pas question d'en parler, et certainement pas à l'école !

À coup sûr, il faudra encore beaucoup de concessions et de renoncements relatifs au port du voile islamique pour que la gauche belge puisse espérer se faire pardonner ses excès de progressisme en matière d'EVRAS... ●

ÉBLOUISSANT DE FORCE ET DE LUMIÈRE



La quête d'un grand reporter écrivain face à la violence du monde

Éditions BUCHET CHASTEL

Scannez le QR Code pour commander ce livre



ÉCOLOGIE

Faire face à "l'effondrement climatique"

Une fois de plus, 2023 a été une année record en termes de chaleur, et notamment durant les mois de juin, juillet et août, avec « une température moyenne mondiale de 16,7°C » selon l'Observatoire européen Copernicus, dont la base de données remonte à 1940. Les « mois que nous venons de vivre sont les plus chauds depuis 120 000 ans, c'est-à-dire depuis l'histoire de l'humanité », selon Samantha Burgess, cheffe adjointe du service changement climatique de Copernicus. Accentuée par El Nino, la vague de chaleur perdure en ce début d'automne. Les océans se réchauffent, s'acidifient et menacent la biodiversité, en raison de l'eutrophisation marine induite par les excès d'azote et de phosphore, que l'on retrouve dans les engrais et les eaux usées. Les glaciers et les pôles fondent, les niveaux de l'eau s'élèvent, les phénomènes climatiques augmentent en nombre et en intensité, les forêts brûlent... « L'effondrement climatique a commencé » a déclaré le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres dans un communiqué le 6 septembre, tandis que vient de paraître un article de Meghan Bartels, le 13 septembre, dans la très sérieuse revue *American Scientific*, dont le titre seul est éloquent : « Les humains ont dépassé 6 limites planétaires sur les 9 ».

Il n'y a pas de planète B et la crise climatique est globale. Bernie Sanders a raison d'insister sur la nécessité de tous les États à coopérer pour la survie de la planète, dans un article paru dans le quotidien britannique *The Guardian* (23 août 2023) titré « *The Us and China must unit to fight the climate change, not each other* ».

Et pourtant, le monde se fragmente, se réarme, se bipolarise, comme au temps de la guerre froide, tandis que 6 nouveaux États - Iran, Argentine, Arabie saoudite, Égypte, Éthiopie et Émirats arabes unis - vont rentrer dans le groupe des BRICS à partir de janvier 2024, et que la Chine refuse de se rendre au G20.

Encore une fois, la crise climatique est globale. Tous les États de la planète sont impactés différemment, directement ou indirectement, par les catastrophes, la chaleur, qui a atteint 70°C (158°F) en Iran, le manque d'eau, les inondations, les incendies, l'effondrement de la biodiversité, les migrations d'écoréfugiés. Tout cela ne fait qu'accroître les tensions entre États, surtout dans des régions déjà tendues comme le Moyen-Orient. Certes, certains États sont plus responsables que d'autres de cet "effondrement climatique". Les émissions mondiales de CO2 dans l'atmosphère

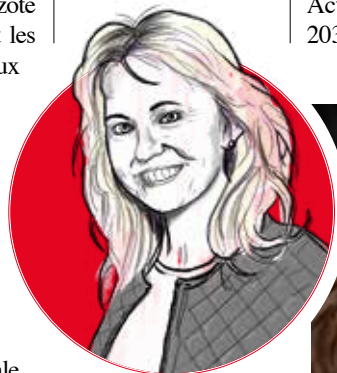
ont atteint 40,6 milliards de tonnes en 2022, un record qui risque encore d'être battu faute d'action d'envergure urgente. Les États-Unis ont émis la plus grande quantité de CO2 dans l'atmosphère depuis la Révolution industrielle, et sont aujourd'hui responsables de 12,6 % des émissions, loin derrière la Chine, le plus gros pollueur, avec 32,9 %, en raison de ses exportations de biens de consommation et de sa forte dépendance au charbon. L'Inde vient en 3^{ème} position avec 7 %. En revanche, le Qatar, (37 tonnes de CO2 par habitant) le Koweït (23 tonnes par habitant) et l'Arabie saoudite (18 tonnes par habitant) polluent le plus par rapport à leur nombre d'habitants (source : Save for the Planet 19/03/2020). Rappelons que l'économie de ces États repose sur l'exploitation du pétrole.

Jamais l'humanité et la vie sur Terre n'avaient été si menacées. Le combat à mener, c'est la crise environnementale. Il va falloir s'unir pour en sortir ! 93 solutions existent pour inverser la tendance en une génération, dans le cadre d'un nouveau modèle économique privilégiant l'économie régénérative, circulaire et symbiotique, en complément de programmes de conservation et de réensauvagement. L'innovation doit servir ces objectifs. Certes, les États commencent à investir dans les énergies vertes, surtout depuis la guerre en Ukraine et de ce point de vue, c'est une conséquence positive et fructueuse, à l'instar des 300 milliards de dollars investis aux USA dans les énergies propres induits par the Inflation Reduction Act, pour développer l'énergie solaire de 500 % d'ici 2035 tout en réduisant drastiquement les émissions de

carbone de 40 %. Le solaire est aussi une énergie d'avenir au Moyen-Orient, tandis que la Chine a également investi plus de 546 milliards de dollars dans les énergies propres en 2022. Globalement, la tendance est d'investir dans les énergies propres. Hélas, nous n'agissons pas avec une véritable approche

ystémique, qui suppose une stratégie globale, et pas assez vite, comme le confirme le dernier rapport alarmant de l'IPCC (United Nations Intergovernmental Panel on Climate Change). Faute d'action urgente et disruptive, nous allons passer la limite de 1,5°C déjà franchie à celle de 2,7°C d'ici 2030, sachant que nos corps sont en danger lorsque la température atteint 35°C.

Nous vivons tous sur la même planète et faisons partie d'un écosystème. Par conséquent, nous sommes tous concernés. Deux options s'offrent à nous : choisir la voie de la bipolarité, la guerre et la destruction et "nous entretenir", ou bien prendre de la hauteur comme en 1962, lorsque le monde a failli basculer au moment de la crise des missiles à Cuba, entre les blocs occidental et communiste. Aujourd'hui, nous avons encore moins le choix : il faut collaborer, car la paix et la prospérité sont consubstantielles. Au lieu d'investir dans l'arsenal militaire et de défier le monde avec un nouveau sous-marin doté de missiles nucléaires comme l'a fait le dirigeant de la Corée du Nord, Kim Jong-Un, début septembre, il conviendrait de faire montre de "sagesse et de maturité" face aux défis environnementaux et investir dans les solutions qui nous permettront de dépasser tous ensemble, cette crise qui menace la vie sur cette planète... ●



Par
Fabienne Durand

Politologue
et consultante,
spécialiste
des questions
environnementales.



UNE FICTION AU SCALPEL CONSTRUITE AUTOUR DE FAITS RÉELS



Un passionnant roman
d'espionnage
écrit par un ancien agent
des services de renseignement
français et un illustre
Grand reporter.

Scannez le QR Code pour commander ce livre



LIVRES

Cyril Moulin-Fournier

“Otage de Boko Haram”

En 2013, alors qu'il est en excursion dans un parc national du Cameroun, accompagné de son frère, sa belle-sœur et leurs quatre enfants, Cyril Moulin-Fournier est enlevé par des djihadistes liés à Boko Haram. Il passe deux mois en détention, dans des conditions proches de l'enfer. Avec "Vivant, Enfin ! De ma captivité à la liberté" (éditions LibriSphaera, 2023), il tire de son expérience d'otage un livre saisissant qui nous plonge dans les tréfonds de l'âme humaine. Un ouvrage particulièrement fort qui nous parle de résilience et de liberté...

Propos recueillis par
Emmanuel Razavi

Vous avez été enlevé en avril 2013 par un groupe djihadiste. Pouvez-vous nous rappeler les circonstances de cet enlèvement ? Dans quel contexte est-il intervenu ?

Cyril Moulin-Fournier : Nous étions en voyage avec ma famille dans l'extrême nord du Cameroun pour aller voir des éléphants. Le 19 février 2013, alors que nous nous dirigeons vers un parc animalier, nous avons été enlevés par dix hommes armés et emmenés de force au Nigéria. Je n'avais jamais entendu parler de Boko Haram à l'époque. En voyant ces hommes nous menacer avec leurs armes, j'ai pensé qu'ils voulaient prendre nos affaires et notre véhicule, mais quand l'un d'entre eux a ouvert la portière avant de la voiture et allumé le moteur, j'ai compris qu'on ne maîtrisait plus rien.

Vous avez passé deux mois aux mains du groupe Boko Haram. Quelles relations aviez-vous avec vos geôliers au quotidien ? Vous ont-ils expliqué pourquoi ils s'en prenaient à vous ?

Nous avons vécu deux captivités, la première a duré vingt jours et la seconde quarante. Les hommes qui nous ont pris en otage étaient jeunes, âgés d'une vingtaine d'années environ. Nos relations étaient très succinctes. Ils nous surveillaient, parlaient très mal anglais et il nous fallait chaque jour négocier avec eux les biens basiques comme l'eau et le riz. Au-dessus d'eux, se trouvaient des hommes sans doute aux rôles plus importants avec qui nous avons eu quelques échanges. Pendant deux mois, nous avons été dans un black-out total, coupés du

monde, de toute source d'information. On n'a jamais su grand-chose sur ce qu'ils voulaient au juste.

Comment survit-on au quotidien à la captivité, surtout avec des enfants ? Comment trouve-t-on les bonnes attitudes, les ressources physiques et psychologiques ?

Le jour de notre enlèvement, alors que nous avons été séparés par nos ravisseurs, j'étais coincé entre deux hommes armés, perché sur une moto qui roulait à toute vitesse, sous une chaleur torride dans un paysage semi-désertique. Je ne pouvais pas m'échapper ni hurler, mais je sentais les battements de mon cœur. Alors, cela voulait dire que je continuais à vivre ! Le soir où nous nous sommes retrouvés tous les sept dans un espace étriqué qui allait être notre lieu de détention, nous avons pris trois couvertures que nos geôliers nous avaient données et nous sommes enroulés dedans. Rester unis coûte que coûte est devenu notre priorité.

Nous avons créé des activités pour établir un rythme et une structure, pour faire face au chaos et à l'incertitude aussi. Avant de partir, j'avais lu "a long Walk to Freedom" ("un long chemin vers la liberté") de Nelson Mandela et je me souvenais qu'il avait fait son lit tous les jours pendant ses 24 ans de captivité à Rodney Island. Nous avons ainsi décidé de plier nos couvertures tous les jours, un petit rituel parmi d'autres, une routine ô combien essentielle pour notre survie. Je ne pense pas qu'il existe de manuel avec les bonnes pratiques. Me concernant, j'ai puisé au fond de mon être et utilisé l'imaginaire pour inventer avec mes neveux des histoires qui nous ont permis, ensemble, de tenir dans la durée. Créer un restaurant sur

la 5^{ème} avenue à New York, écrire des recettes de cuisine en inventant les ingrédients...

Vous dites que la captivité a été un catalyseur qui a révélé votre personnalité. Comment expliquez-vous cela ?

Cette expérience, à travers un choc violent, a fait émerger différents talents jusqu'ici incon-



Le retour est presque aussi violent que la captivité, le choc consistant à passer d'un monde dans lequel on ne sait jamais ce qui pourrait se passer à la libération soudaine, du noir total à la lumière”.

nus et dont j'ignorais la valeur, la puissance. La capacité à inspirer les autres, construire et partager des histoires avec mes neveux, puiser dans l'imaginaire, trouver de la valeur où qu'elle soit même dans le lieu le plus hostile, toutes ces choses ont été essentielles pour continuer de vivre en captivité. En travaillant sur moi-même à mon retour, j'ai compris que j'étais parvenu à dépasser mes peurs et me montrer tel que j'étais réellement. Le fait d'avoir été confronté au sens même de la vie m'a permis sans doute d'être plus authentique, sans aucun artifice.

Comment avez-vous géré votre retour ? Comment êtes-vous parvenu à dépasser le traumatisme, reprendre une vie “normale” et retrouver du sens ?

Le retour est presque aussi violent que la captivité, le choc consistant à passer d'un monde



**Vivant, Enfin !
De ma captivité
à la liberté,
Cyril Moulin-
Fournier, éditions
LibriSphaera,
2023.**

dans lequel on ne sait jamais ce qui pourrait se passer ni combien de temps la captivité va durer, à la libération soudaine, du noir total à la lumière. Se retrouver sous le feu des projecteurs dans le salon de l'ambassade de France est quelque chose de fou. Mon retour s'est fait par étape, lentement, accompagné par les personnes nécessaires, reprendre mon travail, puis tenter de trouver des éléments de réponse à la quête de sens.

Marcher dans la rue librement, voir une bouteille d'eau remplie, tous ces petits riens qui font la vie n'ont plus du tout la même saveur quand on a été otage, ou quand on a manqué d'eau à en pleurer.

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur ces djihadistes ? La colère est-elle toujours présente, ou avez-vous réussi à leur pardonner ?

La question qui a trait au regard qu'on porte sur ces hommes est très complexe. J'ai été en colère car ils m'ont fait du mal, comme à ma famille. Avec le temps, mon cheminement personnel m'a permis d'accepter cette colère, de l'appivoiser.

Votre témoignage est très puissant. Pourquoi avoir eu besoin de raconter cette expérience ? Était-ce pour vous une façon de transmettre, faire un retour d'expérience nécessaire, pour les familles d'otages par exemple, ou ceux qui reviennent de captivité ?

Dès les premières heures, à mon retour, j'ai pris conscience que j'étais un miraculé. Un ami nigérian qui connaissait ce groupe djihadiste me l'a affirmé de vive voix. Écrire est devenu, avec la parole, l'un des ingrédients clés qui m'ont aidé à avancer sur ce long chemin du retour.

D'abord pour m'assurer que cette expérience folle avait bien existé, ensuite pour en partager les leçons, les réflexions. Depuis dix ans, j'ai rencontré et échangé avec de nombreuses personnes qui ont vécu des chocs différents. J'ai retrouvé des similitudes, des questions identiques comme celles liées à la recherche du "pourquoi". Comme si chercher un coupable permettait d'expliquer un événement qu'on aurait préféré éviter... ●

INTERDICTION DE L'ABAYA À L'ÉCOLE

Les vrais fascistes ne sont pas ceux que l'on pense !

Par **Le comité éditorial de Global Watch Analysis**

Les racistes, qui dénoncent le racisme, voudraient lier tous les phénomènes sociaux à des critères raciaux. Et ce n'est plus un secret pour personne : De Sandrine Rousseau à Mathilde Panot, plusieurs personnalités issues d'EELV et de LFI se sont faites les chantres de cette théorie.

Leur théorème consiste à nous faire croire qu'en France, on catégoriserait les citoyens selon leurs races, en liant une forme de déterminisme social et politique à leurs origines. Outre le fait qu'ils procèdent ainsi à la fameuse essentialisation qu'ils dénoncent, ces apôtres de la pensée déconstructiviste, qui organisent des réunions "en non-mixité raciale", nous donnent une vision déformée d'une société dans laquelle, selon eux, chacun serait assigné à une place en fonction de ses origines ou de son sexe.

Toute personne ne répondant pas à l'acceptation totale de cette étrange idée serait de facto un disciple de l'extrême droite, un infrequentable.

Le paradoxe étonnant est que ce racisme assumé qui forme l'un des champs de bataille de la gauche extrême française et de ses acolytes woke est, de fait, du racisme.

Il est autrement plus singulier que ces théoriciens moralisateurs sont les mêmes qui défendent le port de l'abaya à l'école, réfutant qu'elle soit utilisée tel un signe communautaire et religieux par des jeunes filles manipulées par les islamistes. Ce sont encore les mêmes qui considèrent le voile comme un instrument de l'émancipation de la femme musulmane, quand en Iran, des jeunes filles sont violées et tuées précisément parce qu'elles refusent de le porter.

Pour ces gens-là, tous ceux qui s'opposent, au nom de la laïcité et de l'égalité entre citoyens, au phénomène racialisé et communautariste, sont à classer dans le camp du mal, invectivés sur les réseaux sociaux et qualifiés de néofascistes. Outre que leurs calomnies sont au moins aussi ineptes que fantaisistes, elles mettent en danger, par l'impact qu'elles ont auprès des plus jeunes, notre liberté de pensée, comme nos fondamentaux humanistes et assurément les droits des femmes.

Au nom d'une conception fallacieuse de la liberté, ils rêvent de faire sombrer l'État de droit. Ils jouent la carte de l'indignation permanente, alors que leur posture est par essence ignoble. « *La guerre, c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force* », écrivait George Orwell...

Rappelons-nous qu'au nom de cette même "logique" mortifère, qui consiste à prendre le parti des bourreaux au nom de la liberté, le philosophe Michel Foucault qualifia en 1979 de "Saint-Homme" l'ayatollah Khomeini qui avait pourtant affiché clairement ses velléités dictatoriales dans différents ouvrages et fit

systématiquement exécuter ses opposants, les homosexuels et de nombreux Iraniens issus des minorités.

Rappelons-nous en effet qu'à l'instar de Jean-Paul Sartre, Michel Foucault faisait l'éloge du tortionnaire iranien alors même que la pensée politico-religieuse de ce dernier était inspirée des préceptes de Seyed Qutb, théoricien malfaisant de l'organisation des Frères musulmans égyptiens, confrérie islamiste issue de l'extrême droite religieuse la plus conservatrice et la plus rétrograde.

Et qui, aujourd'hui, manipule la question de l'abaya en France ? Il suffit de quelques clics sur les réseaux sociaux pour comprendre qu'il s'agit, à nouveau, des Frères musulmans. Et qui, encore une fois, les soutient ? Toujours les mêmes, issus de LFI ou d'EELV".

La vérité, c'est qu'au même titre qu'il y a 45 ans en Iran, un manque de discernement rongé certaines élites de la gauche extrême en France. Car elles mélangent tout. Elles amalgament ainsi islam et islamisme et se font les supportrices de personnalités qui prônent le séparatisme quand ce n'est pas l'antisémitisme.

Elles osent prétendre défendre les valeurs de la gauche laïque et républicaine alors que leur positionnement idéologique en fait des "idiots utiles" d'un totalitarisme islamiste, raciste et négation-

"Qui, aujourd'hui, manipule la question de l'abaya ? Il s'agit, à nouveau, des Frères musulmans. Et qui, encore une fois, les soutient ? Toujours les mêmes, issus de LFI ou d'EELV".

niste aujourd'hui rejeté dans l'ensemble des pays arabes.

Qu'elles admettent - sincèrement ou non - les thèses qu'elles défendent, qu'elles agissent par pure idéologie ou par cynisme électoral, il est bon de rappeler que toutes ces personnalités - de Sandrine Rousseau à Manuel Bompard en passant par Mathilde Panot - s'inscrivent dans une forme de relativisme dangereux qui finira par mener à l'implosion de nos valeurs fondatrices. Le seul fait que le 8 septembre dernier, cette dernière ait dénoncé en anglais - langue parlée dans le monde entier - sur le réseau social X, le mauvais traitement que ferait soi-disant subir la France aux Musulmanes est une faute impardonnable, car elle équivaut à un appel indirect à s'en prendre à nos ambassades et nos ressortissants dans les pays arabo-musulmans.

« *Quiconque rêve d'une liberté sans limites et sans frein porte en soi le germe du fascisme, même s'il crie son antifascisme à tue-tête* », confiait l'ancien résistant Maurice Schumann dans "Angoisse et certitude" (Flammarion).

À l'instar de ses amis de la gauche wokiste, cette députée de la France Insoumise ferait bien de méditer cette phrase pour comprendre enfin que les vrais fascistes ne sont pas ceux qu'ils ont l'habitude de pointer du doigt... ●

Le site pour résister aux fanatismes

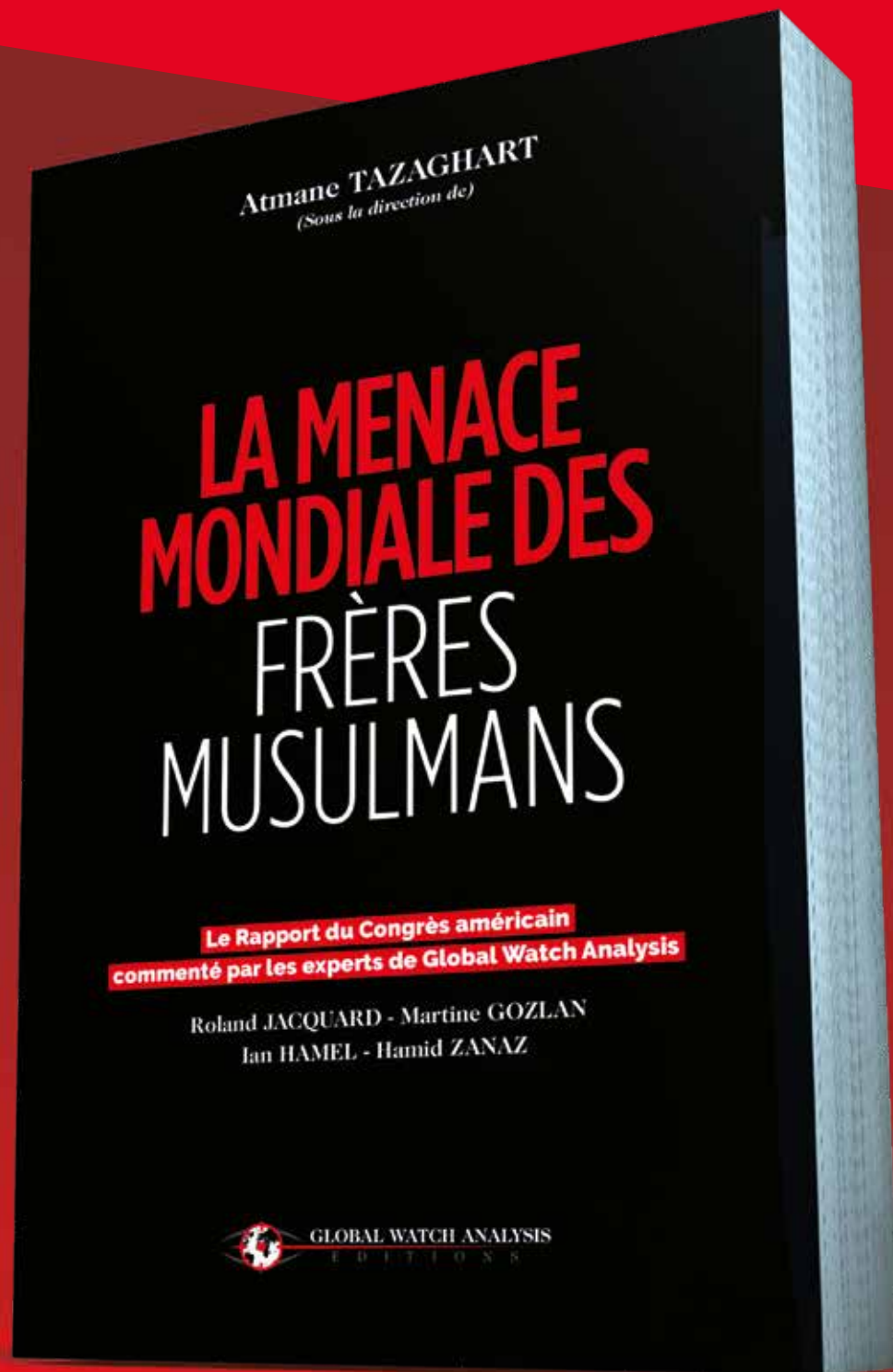
www.global-watch-analysis.com



Scannez moi

Après ce livre,
plus personne ne pourra dire qu'il
ne savait pas !

*Un document
édifiant sur
la menace
mondiale
et les visées
secrètes
des Frères
musulmans,
basé sur une
enquête de
la commission
de la sécurité
nationale
du Congrès
américain.*



Scannez le QR code
pour commander le livre